



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

## GROUPE SPÉCIAL MÉDITERRANÉE ET MOYEN-ORIENT (GSM)

### L'AVENIR DE L'IRAQ : SÉCURITÉ, STABILISATION ET VOCATION RÉGIONALE

#### Avant-projet de rapport

Ahmet Berat ÇONKAR (Turquie)  
Rapporteur

026 GSM 21 F | Original : anglais | 9 avril 2021

*Fondée en 1955, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN est une organisation interparlementaire consultative qui est institutionnellement séparée de l'OTAN. Tant qu'il n'est pas adopté par les membres de la Commission de l'économie et de la sécurité, le présent document de travail représente seulement le point de vue du rapporteur. Il est basé sur des informations provenant de sources accessibles au public ou de réunions tenues dans le cadre de l'AP-OTAN - lesquelles sont toutes non classifiées.*

## TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION .....	1
II.	UNE SITUATION SÉCURITAIRE PRÉCAIRE .....	3
III.	LES ACTEURS INTERNATIONAUX PRÉSENTS EN IRAQ – LE RÔLE FUTUR DE L'IRAQ DANS LA RÉGION .....	6
	A. LES INTÉRÊTS IRANIENS EN IRAQ .....	6
	B. LES ÉTATS DU GOLFE ET LES AUTRES PAYS ARABES .....	8
	C. L'OTAN.....	9
IV.	LES DÉFIS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET DE GOUVERNANCE.....	10
V.	RÉCONCILIATION ET DROITS HUMAINS .....	14
VI.	LA VIE POLITIQUE DANS UN PAYS DIVISÉ.....	17
VII.	CONCLUSION.....	21
	BIBLIOGRAPHIE .....	22

## SYNTHÈSE

Au cours des deux dernières décennies, l'Iraq a connu la guerre civile, l'occupation, la montée du fanatisme ainsi qu'une profonde crise de confiance envers l'État et ses institutions. Certains observateurs affirment que l'Iraq est une construction artificielle, un amalgame de populations ethniquement et religieusement différentes, trop différentes pour être réunies sous le même drapeau. La longue histoire du pays et le puissant facteur d'attraction qu'exerce depuis toujours l'identité iraquienne, démentent pourtant cette assertion.

Depuis 2019, la situation en matière de sécurité s'est améliorée en Iraq, mais l'État doit faire face à d'importantes menaces internes et à des ingérences extérieures. Les divisions internes se reflètent dans les milices rivales que des acteurs non irakiens viennent renforcer et qui, toutes, poursuivent leurs propres ambitions. Les acteurs de la région, au nombre desquels l'Iran, les monarchies du Golfe et la Turquie, jouent un rôle majeur dans le pays, tout comme les États-Unis, les pays membres de l'OTAN et, dans une moindre mesure, l'OTAN proprement dite. Des rivalités régionales et une concurrence accrue entre, d'un côté, les Alliés et, de l'autre, la Russie et la Chine pèsent également sur la sécurité du pays.

Les États-Unis sont depuis longtemps l'acteur extérieur le plus puissant dans la région. Les stratèges américains craignent de plus en plus que le Moyen-Orient ne concentre l'attention et les ressources américaines face aux défis plus fondamentaux qui se font jour ailleurs. L'armée américaine a réduit ses effectifs en Iraq, encore qu'elle continue d'y mener des opérations contre les combattants terroristes. Pays membre de l'OTAN, la Turquie a de puissants intérêts dans la région et lutte activement contre le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'OTAN elle-même participe à une importante mission de formation qui a récemment été renforcée.

Les relations entre l'Iraq et les pays du Golfe se sont complexifiées ces dernières années, atteignant leur niveau le plus bas au moment des soulèvements arabes de 2011, quand les élites politiques et religieuses irakiennes soutinrent les manifestants chiites de ces pays. Le premier ministre, Moustafa al-Kadhimi, s'est efforcé d'améliorer les relations avec les pays du Golfe et d'attirer de nouveaux investissements en provenance de cette région prospère. Ces pays espèrent pour leur part approfondir les liens avec l'Iraq, afin que celui-ci ne rejoigne pas complètement le camp iranien.

L'Iran cherche à faire que l'Iraq ne réapparaisse pas comme une menace militaire, politique ou idéologique. Il veut faire en sorte que celui-ci ne sombre pas dans la guerre civile, ni ne bâtisse un modèle démocratique ou religieux différent qui puisse plaire aux Iraniens désabusés ; ceux-ci pourraient en effet y voir le signe avant-coureur d'un avenir iranien non soumis au corps clérical. Téhéran cherche donc à préserver l'intégrité territoriale de l'Iraq, tout en y encourageant un gouvernement ami dominé par les chiites.

Plusieurs forces de défense opèrent actuellement sous l'égide de l'État iraquien, au nombre desquelles l'armée iraquienne, le service de lutte contre le terrorisme (CTS), les unités de mobilisation populaire (PMF) et les forces de sécurité kurdes. Il existe également tout un ensemble de milices chiites qui prétendent agir pour l'État. Si ces groupes sont bien financés grâce à l'appui de bailleurs de fonds à Bagdad et à Téhéran, leur fiabilité reste un sujet de préoccupation. Les groupes terroristes qui opèrent sur le territoire iraquien représentent une menace directe pour la sécurité et la stabilité du pays. Soutenu par les milices pro-iraniennes, le PKK continue d'ébranler la sécurité en Iraq tout en menaçant l'État iraquien et le gouvernement régional du Kurdistan (GRK).

La situation économique de l'Iraq s'est rapidement détériorée depuis le début de la pandémie de Covid-19. L'État iraquien doit faire fonctionner une économie enclavée dépendante des exportations d'énergie et un secteur public hypertrophié. La chute des prix du pétrole a nui à l'économie, tandis que l'insécurité, la corruption endémique et l'insuffisance des capacités de l'État sont autant d'éléments qui compromettent la capacité du secteur privé à générer des emplois. L'érosion des finances publiques et la persistance du sectarisme ont contribué à l'instabilité. En octobre 2019, cette dynamique a déclenché l'un des soulèvements politiques et sociaux les plus importants du pays. La résistance des élites aux changements, le manque de réactivité du gouvernement et la répression des manifestations ont tout simplement érodé la confiance des Irakiens à l'égard de leur système politique. Pourtant, certains groupes protestataires ont formé des partis « trans-religieux » qui pourraient apporter les changements qui s'imposent dans le domaine politique.

## I. INTRODUCTION

1. L'intégrité territoriale et la sécurité de l'Iraq sont essentielles pour la stabilité durable de toute la région. Ce qui advient en Iraq a des effets directs sur le flanc sud-est de l'Alliance et sur la cohésion et l'intégrité de l'OTAN, laquelle élargit actuellement sa mission en Iraq (mission OTAN en Iraq, NMI).

2. L'Iraq est un pays très complexe, à l'histoire plurimillénaire dont les témoignages sont partout présents. Berceau des civilisations, la Mésopotamie au magnifique patrimoine artistique et architectural et aux vestiges qui marquent encore des paysages meurtris par la guerre, demeure un trésor de l'humanité. Pendant des siècles, ce territoire a abrité les adeptes des trois religions abrahamiques et ses habitants y ont, dans l'ensemble, prospéré et coexisté dans la paix et le respect mutuel.

3. Dans les années 1970, toutefois, l'Iraq pouvait également être perçu comme un jeune État moderne en charge de riches traditions anciennes, complexes certes, mais dont il pouvait être fier. Chiites, sunnites, Kurdes, Turkmènes, chrétiens et Yézidis représentaient certains des éléments constitutifs de cette mosaïque complexe. Si les sunnites ne sont pas majoritaires en Iraq, ils ont longtemps dirigé le pays. Le Parti Baas, qu'ils dominaient, a imposé une sorte de laïcité à la vie politique et à la société civile iraqiennes, estimant que cela permettrait de moderniser et de développer le pays. L'extraction de ses immenses ressources pétrolières participerait au financement de cette grande entreprise, tandis que les relations avec l'Union soviétique – restreintes et ponctuelles mais néanmoins importantes – serviraient de point d'ancrage à la sécurité du pays et l'aideraient à développer son industrie pétrolière. À cette époque, l'Iraq disposait des deuxièmes plus grandes réserves de pétrole au monde après l'Arabie saoudite et avait développé une économie comparable à celle de plusieurs pays européens. En 1979, il avait atteint un degré élevé de développement et l'État supervisait une importante force militaire, que d'aucuns considéraient comme un instrument de protection des monarchies sunnites du Golfe, soudain menacées par un Iran révolutionnaire.

4. L'accession de Saddam Hussein à la présidence de l'Iraq en 1979, a marqué le début d'un long – et catastrophique – "détricotage" de l'État iraqien et d'une tragique dilapidation de ses richesses et de son autorité. En l'espace d'une décennie (à peu de chose près), Saddam Hussein a envahi deux fois l'Iran et le Koweït, ce qui allait ruiner l'État et réduire à l'impuissance ses forces armées, causer la mort de millions de soldats et de civils iraqiens et préparer la voie d'un conflit avec les États-Unis et leurs partenaires de la coalition. L'armée iraqienne a été détruite pour l'essentiel pendant la campagne militaire de 43 jours menée par la coalition et qui a ébranlé une nation iraqienne déjà épuisée. La destruction des infrastructures et des services pendant cette guerre, et le régime de sanctions qui a été appliqué sur le long terme, ont rendu la vie en Iraq d'autant plus précaire.

5. Au lendemain de la guerre du Golfe de 1991, que l'intervention militaire de Saddam Hussein dans le nord de l'Iraq avait précipitée, quelque 1,5 million de réfugiés iraqiens (parmi lesquels une majorité de Kurdes) sont arrivés en masse en Turquie et en Iran. La Turquie a accueilli ces demandeurs d'asile et les a installés dans des camps sur son territoire. Les États-Unis, qui avaient choisi de ne pas poursuivre la guerre du Koweït jusqu'à Bagdad, se sont engagés dans une stratégie de l'endiguement puis du démantèlement, et se sont notamment concentrés sur les armes de destruction massive de l'Iraq. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, ces inquiétudes ont conduit les États-Unis à occuper le pays. En mars 2003, alors que la société iraqienne ne s'était pas encore remise des effets dévastateurs de la guerre du Golfe et des années d'embargo international, Washington et ses partenaires de la coalition ont écrasé les forces militaires iraqiennes, ont renversé le gouvernement de Saddam Hussein et ont fait savoir qu'ils avaient l'intention d'aider les nouveaux dirigeants du pays à y établir un système politique

démocratique stable. Cette intervention a provoqué des déplacements de très grande ampleur, une instabilité sociale et politique et infligé nombre de souffrances humaines. Malgré les articles publiés dans la presse sur les dizaines de personnes tuées chaque jour pendant une période prolongée, le manque d'informations précises et de données crédibles concernant les victimes civiles a clairement mis en évidence le caractère particulier de la situation en Iraq et sa complexité (Al Samaraie, 2007). En effet, après 18 ans d'intervention américaine, un ordre démocratique stable doit encore être établi dans le pays.

6. Instaurer ce nouvel ordre politique en Iraq s'est avéré extrêmement difficile. L'équilibre confessionnel que Saddam Hussein avait gardé pendant une trentaine d'années (24 ans exactement) par la brutalité et la violence, s'est révélé impossible à maintenir lorsqu'il s'est retiré de la scène politique iraquienne. La « débaassification » a purgé le nouvel État iraquien des milliers de fonctionnaires et de soldats d'un État « hyper-sécurisé » qui avait autrefois exercé un contrôle absolu sur la société. Cela a provoqué un chômage de masse et causé un profond mécontentement. Nombreux sont les mécontents qui ont finalement rejoint les groupes d'insurgés en lutte contre le nouvel État et la coalition qui l'appuie – certains d'entre eux finissant même par s'enrôler dans des groupes terroristes comme Daech.

7. Les divisions au sein de la société iraquienne se sont creusées, pour finir par s'institutionnaliser. Les charges publiques sont désormais attribuées en fonction de la religion et de l'origine ethnique. Du jour au lendemain, la majorité chiite qui ployait sous le joug du Parti Baas, que dirigeaient les sunnites, a été en mesure d'imposer sa volonté politique aux autres groupes de population et s'est livrée à une confrontation directe avec les minorités sunnites et kurdes. Par ricochet, cette confrontation a permis aux organisations terroristes d'exploiter la situation de fragilité qui prévalait dans le pays, et aux Kurdes de poursuivre leur quête d'autonomie dans le nord du pays – ce qui a dégradé encore la situation en matière de sécurité en Iraq. Parallèlement, le principe de la majorité a ouvert la voie à une coopération directe en matière de diplomatie et de sécurité entre les responsables chiites irakiens et Téhéran, l'ancien ennemi juré de Bagdad. Après des années de lutte et de guerre féroce contre son voisin, l'Iran s'est soudain retrouvé en possession d'une partie des clés du pays, ce qui a constitué un stupéfiant retournement de situation.

8. De la signature de la Constitution en 2005 à l'année 2011, les États-Unis ont mené une guerre sanglante contre les insurgés sunnites en Iraq pour assurer la protection de l'État iraquien, et ce tout en renforçant la capacité des forces de sécurité irakiennes à défendre le pays. Si les États-Unis se sont retirés d'Iraq en 2011 sous la pression du Parlement iraquien, les élans soutenus du premier ministre, Nouri al-Maliki, en faveur des chiites, auxquels se sont ajoutés le conflit en cours en Syrie (qui a offert un abri sûr aux derniers insurgés) et la faiblesse persistante des forces de sécurité irakiennes, ont été autant d'éléments qui ont contribué au rétablissement de l'insurrection, laquelle est désormais menée sous la bannière de Daech.

9. À partir de 2014, Daech a attaqué ses ennemis en Iraq ainsi que les forces de la coalition. Il a commis des atrocités de masse à l'encontre de la population iraquienne, y compris un massacre contre les Yézidis, et a replongé le pays dans la guerre civile. Plusieurs fois au cours de l'année 2014, Daech a mis les forces de sécurité irakiennes en déroute sur le champ de bataille et s'est emparé dans le nord de l'Iraq de la ville de Mossoul, à majorité sunnite, et du consulat de Turquie, retenant 49 personnes en otages pendant 101 jours. Les États-Unis, qui avaient déjà retiré la plupart de leurs forces du pays, ont procédé avec leurs partenaires de la coalition au redéploiement de forces en Iraq pour aider le gouvernement iraquien à repousser Daech et à en venir à bout, une campagne qui s'est terminée par le siège sanglant de Mossoul en 2017. Daech, qui avait brièvement prétendu avoir instauré un « califat » dans certaines parties de l'Iraq et de la Syrie, a perdu les territoires qu'il contrôlait. Il n'en reste pas moins qu'il continue de menacer la sécurité de l'Iraq et de plusieurs autres pays, malheureusement contraints de lutter contre ceux qui combattent sous sa bannière. Que Daech ait réussi relativement facilement à dévaster

littéralement ce grand et très important pays sur le plan stratégique, prouve de manière inquiétante que l'État iraquien est toujours faible et qu'il reste confronté à de graves clivages d'ordre ethnique et religieux.

## II. UNE SITUATION SÉCURITAIRE PRÉCAIRE

10. Si la situation en matière de sécurité s'est quelque peu stabilisée en Iraq depuis 2019, l'État doit faire face à de graves menaces internes ainsi qu'à des ingérences extérieures. Les divisions internes se reflètent dans les milices rivales que des acteurs non irakiens viennent renforcer et qui, tous, ont des intérêts particuliers. Les acteurs de la région, au nombre desquels l'Iran, les monarchies du Golfe et la Turquie, jouent chacun un rôle dans le pays, tout comme les États-Unis, leurs partenaires de la coalition et, dans une moindre mesure, l'OTAN elle-même.

11. Le secteur de la sécurité iraquien devrait être renforcé d'une manière inclusive. Plusieurs forces de défense opèrent actuellement sous l'égide de l'État iraquien, au nombre desquelles l'armée iraquienne, le service de lutte contre le terrorisme, les unités de mobilisation populaire et les forces de sécurité kurdes. Autant de services qui, théoriquement, opèrent au nom ou sur l'ordre de l'État, mais, s'agissant du service de lutte contre le terrorisme et des unités de mobilisation populaire, qui relèvent en fait directement du premier ministre. La taille et les capacités de ces services sont variables, certains étant relativement professionnels tandis que d'autres souffrent de problèmes de corruption, de népotisme et d'une absence de motivation (Aziz et van Veen, 2019).

12. Avec 300 000 soldats sous les drapeaux, l'armée iraquienne est de loin la plus grande de ces forces. Si elle dispose du budget le plus important (17,3 milliards de dollars américains en 2019), elle est peut-être la moins efficace des forces de sécurité irakiennes en raison de son manque de professionnalisation, des piètres relations qu'elle entretient avec le gouvernement de Bagdad et de la politisation dont elle fait l'objet. Elle en est même arrivée à attiser les tensions dans les régions marginalisées sunnites et kurdes du pays. Les observateurs ont salué le courage des soldats du rang, mais ont formulé des critiques à l'encontre du corps des officiers où les loyautés politiques et les appartenances religieuses se font concurrence et où règnent le népotisme et la corruption (Pfaff, 2020).

13. Le service de lutte contre le terrorisme (CTS), relativement modeste en comparaison et qui relève directement du Premier ministre, a joué un rôle central dans la campagne qui a débuté en 2015 contre Daech, campagne dans le cadre de laquelle le CTS a coopéré étroitement avec les forces américaines (Aziz et van Veen, 2019). Celui-ci s'est révélé tellement efficace sur le terrain qu'il a été déployé en première ligne tout au long de la campagne, l'armée iraquienne et les unités de mobilisation populaire n'intervenant qu'en appui (Pfaff, 2020). Mais le recours excessif au CTS s'est fait cruellement sentir, l'entité dans son ensemble ayant affiché, selon les analystes, un taux de pertes compris entre 50 et 75 % lors des combats pour le contrôle de la ville de Mossoul, en 2017 (*Amnesty International*, 2017).

14. Enfin, les unités de mobilisation populaire (PMF) sont pour l'essentiel des milices chiites ayant été établies au nom de l'État après l'ascension de Daech en 2014. Si les PMF sont de mieux en mieux financées (notamment par des bailleurs de fonds à Bagdad et à Téhéran), leur fiabilité et leur commandement suscitent de profondes inquiétudes. Le lien proprement dit qui les rattache à l'État est ténu, une situation par conséquent très préoccupante. À d'innombrables reprises, les PMF ont en effet outrepassé les ordres pour agir en sens contraire ou sans l'autorisation expresse de Bagdad. Elles ont attaqué des groupes confessionnels non chiites, ont ouvertement dénoncé la présence des forces de la coalition en Iraq et sont généralement considérées comme échappant au contrôle des institutions de l'État. Si elles constituent une force de plus en plus capable de combattre (leur rôle dans la défaite de Daech en témoigne), des questions importantes subsistent quant à leurs objectifs au sein des services de sécurité irakiens. L'intégration de ces combattants dans les forces armées irakiennes pourrait s'avérer très difficile à réaliser (Knights *et al.*, 2020).



15. De son côté, l'armée américaine a réduit le nombre de ses militaires présents en Iraq (faisant passer ses effectifs sous la barre des 2 500 soldats), et elle s'est retirée de plusieurs bases depuis 2019. L'administration Trump a fait valoir que le pays était maintenant en mesure de s'attaquer aux combattants de Daech sans qu'y soit nécessaire une importante présence américaine. Pourtant, les combats se sont poursuivis et les attaques perpétrées contre les forces des États-Unis ont amené les responsables militaires américains à redéployer leur troupes seulement dans les bases les mieux défendues (Cooper et Schmitt, 2021). En mars 2021, des avions de la coalition sous commandement américain ont procédé sur 10 jours à 133 frappes aériennes contre des militants de Daech dans le nord-est de l'Iraq, à 50 km au sud-ouest d'Erbil. Un réseau de grottes servant de refuge aux terroristes a été la cible de ces frappes. Il s'agit du plus grand nombre de frappes mensuelles en Iraq et en Syrie depuis 2019. Ces attaques ont été menées en appui des forces terrestres iraqiennes et ont permis à celles-ci de s'emparer de cachettes et de cavernes et de neutraliser des combattants terroristes. Le service de lutte contre le terrorisme a dirigé ces opérations au sol. Les États-Unis n'ont pas encore convenu d'un calendrier de retrait de leurs troupes et l'administration Biden ne s'est pas encore penchée sur le sujet. De fait, elle joue une subtile partie de diplomatie régionale, où l'Iraq ne constitue qu'un des éléments de la question stratégique plus vaste consistant à savoir quelle est la meilleure façon de réagir face à l'Iran (Abdul-Zahra, 2021).

16. D'un point de vue géostratégique plus global, l'Iraq se trouve au cœur d'une rivalité plus grande entre, d'un côté, la communauté occidentale et, de l'autre, la Russie et la Chine. Le rôle central joué par la Russie dans l'orientation du conflit syrien et sa présence accrue en Libye, démontrent qu'elle s'intéresse toujours à la région – un intérêt qui dépend en partie de sa volonté d'exercer un contrôle plus étroit sur les flux énergétiques mondiaux. De la même manière, la puissance économique montante qu'est la Chine, est grandement tributaire de ses importations de pétrole et de gaz. Cela explique le fait qu'elle ne cesse d'affirmer sa présence au niveau des voies de communication maritimes. Elle aussi renforce progressivement sa présence dans la région ; ce qui, à terme, pourrait avoir des conséquences militaires. Si les États-Unis sont depuis longtemps l'acteur extérieur le plus puissant dans la région – les partenaires de l'OTAN, le Royaume-Uni et la France y jouent également un rôle –, leurs stratégies craignent de plus en plus que le Moyen-Orient ne concentre l'attention et les ressources américaines, face aux défis plus redoutables qui se font jour ailleurs, à savoir dans le Pacifique. Enfin, le pays membre de l'OTAN qu'est la Turquie, a de puissants intérêts dans la région ; parce qu'elle est en première ligne, elle doit se défendre et lutter contre le PKK afin d'empêcher cette organisation terroriste de l'attaquer depuis le territoire iraquien. Elle s'efforce d'éviter de causer des victimes civiles en se conformant aux principes de nécessité et de proportionnalité inscrits au droit humanitaire international. Ankara s'emploie activement à renforcer les capacités des institutions de sécurité iraqiennes en matière de lutte contre la violence extrémiste et le terrorisme, et a contribué à la mission OTAN en Iraq depuis sa mise en place. Si Daech est la cible principale de cette mission, il ne faut pas oublier que le PKK a, dès les années 1980, tiré parti du vide politique et sécuritaire qui prévalait en Iraq pour déstabiliser la région tout entière. Malgré les désaccords et les obstacles, la Turquie et l'Iraq poursuivent un dialogue approfondi pour faire face ensemble au PKK. À cet égard, le premier ministre, Moustafa al-Kadhimi, a déclaré publiquement que les liens constructifs qui existaient entre son pays et la Turquie, contribuaient à apaiser les inquiétudes concernant les opérations antiterroristes turques. Les déclarations des responsables turcs sont rassurantes, a-t-il ajouté (Charbel, 2021).

17. Les groupes terroristes qui opèrent sur le territoire iraquien constituent tous une menace directe pour la sécurité et la stabilité du pays. Parmi ces groupes, le PKK continue, avec l'appui des milices pro-iraniennes, de fouler au pied la sécurité de l'Iraq et de faire fi de sa souveraineté ; en cela, il constitue une menace tant pour Bagdad que pour le gouvernement régional du Kurdistan. Les représentants iraqiens, y compris du GRK (le gouvernement régional du Kurdistan), ont récemment admis que le PKK représentait une grave menace. Sa résistance à la

mise en œuvre de l'accord de Sinjar est préoccupante. Depuis la signature de cet accord, il a commencé à s'attaquer aux peshmergas et, dans certains cas, aux forces de sécurité iraqiennes. À travers la Syrie, il continue d'affirmer sa présence dans le district de Sinjar. Aucune normalisation dans la région ni aucun retour en toute sécurité des Yézidis à Sinjar, ne seront possibles tant que le PKK s'opposera activement à l'accord. De plus, l'alignement des milices pro-iraniennes sur le PKK et l'élargissement de la mission OTAN en Iraq laissent entrevoir la grave menace que le PKK et ses affidés font peser sur l'Alliance.

18. En 2019, le sentiment général était qu'après des années d'âpres combats, les forces iraqiennes étaient, grâce au soutien essentiel de la coalition, enfin venues à bout de Daech. Son soi-disant « califat » ne pouvait plus prétendre contrôler de larges portions du territoire iraqien, et en octobre de la même année, les forces américaines éliminaient son calife autoproclamé, Abou Bakr al-Baghdadi. Mais si l'organisation a perdu son chef et son territoire, son idéologie continue d'exercer une influence sur les groupes marginalisés d'Iraq, de Syrie et d'ailleurs. De fait, si Daech est désormais beaucoup plus fragmenté en raison des défaites qu'il a subies sur le champ de bataille, le groupe est passé dans la clandestinité et continue de mener des opérations terroristes dans les régions où la coalition dirigée par les États-Unis éprouve des difficultés à déployer ses forces. Les responsables américains estiment que 8 000 à 16 000 combattants de Daech se trouvent encore en Iraq et en Syrie, et que le groupe mène des insurrections de « faible envergure » dans les régions rurales (Everstine, 2021). La libération, par des groupes terroristes affiliés au PKK en Syrie, de certains membres de Daech des camps et des centres de détention improvisés, compromet la sécurité des pays de la région, y compris celle de l'Iraq. En outre, à supposer que Daech soit maintenant sur la défensive, certaines des conditions politiques, économiques, religieuses et démographiques qui ont poussé les Iraquiens à rejoindre ses rangs, n'ont pas été corrigées. Cela reste un sujet de préoccupation à long terme pour l'État iraqien comme pour la communauté internationale dans son ensemble. À n'en pas douter, la pandémie de Covid-19 et ses conséquences économiques ont exacerbé certaines des tensions et difficultés qui persistent sur le triple plan politique, social et économique (Cordesman, 2020).

19. Les *Kataeb Hezbollah* (ou Hezbollah iraqien) jouent un rôle particulièrement important en Iraq pour le compte de l'État iranien. Apparus en 2005, ils s'en sont sérieusement pris aux forces américaines et assurent désormais la liaison entre l'Iran et les milices chiites. En décembre 2019, les forces américaines ont frappé les *Kataeb* après qu'ils eurent menacé l'ambassade des États-Unis et son personnel (Smythe, 2021). L'un de leurs fondateurs, Abou Mehdi al-Mouhandis, a été tué le 3 janvier 2020, tout comme le général Qassem Soleimani, commandant de la force d'élite iranienne al-Qods, lors d'une frappe aérienne américaine près de l'aéroport international de Bagdad. Les brigades Sayyid al-Shuhada, autre groupe contrôlé par les Iraniens, ont recruté des milliers de combattants pour des opérations en Iraq et en Syrie. Elles auraient participé aux attaques d'Erbil revendiquées par le groupe chiite *Saraya Awliyah al-Dam* (Smythe, 2021). L'assassinat en Iraq de Qassem Suleimani a fait craindre une conflagration de toute la région. L'Iraq ne doit pas devenir un champ de bataille par procuration, où d'autres pays manifestent leurs rivalités par la force armée. Un coup d'arrêt doit donc être porté aux milices pro-iraniennes.

20. Depuis 2012, ces milices se livrent aussi à des combats en Syrie, des milliers de combattants iraqiens s'étant engagés pour sauver le régime de Bachar al-Assad. En 2016, plus de 20 organisations avaient déployé 10 000 à 15 000 combattants chiites iraqiens dans le cadre d'une guerre civile qui, à bien des égards, s'est transformée en une guerre par factions interposées. Bien que leur nombre ait chuté, nombreux sont les combattants iraqiens qui opèrent encore à Damas ou dans l'est de la Syrie, près de Deir ez-Zor – une zone stratégique que les dirigeants iraniens voient comme une courroie de transmission permettant de soutenir les opérations politiques et militaires du régime en Méditerranée. Ce n'est du reste pas un hasard si les combattants de la force iranienne al-Qods sont également présents dans la région, aux côtés des milices iraqiennes (Smythe, 2021).



### III. LES ACTEURS INTERNATIONAUX PRÉSENTS EN IRAQ ET LE RÔLE FUTUR DU PAYS DANS LA RÉGION

#### A. LES INTÉRÊTS IRANIENS EN IRAQ

21. L'Iraq et l'Iran partagent une longue histoire, faite de relations complexes et parfois difficiles. Les deux pays ont tour à tour été des partenaires stratégiques, des rivaux, des ennemis acharnés. Avant 1979, rares étaient ceux qui considéraient l'Iraq comme une menace sérieuse pour l'Iran. La situation a changé après la révolution iranienne de 1979, date à laquelle le pays a rompu ses liens avec l'Occident et s'est retrouvé cerné par des États arabes qui estimaient que la révolution constituait une menace directe pour leurs propres régimes. L'Iraq occupe une place centrale dans le discours religieux et la stratégie de l'Iran révolutionnaire, les deux lieux saints les plus importants de l'Islam chiite (Kerbala et Nadjaf) se situant en Iraq.

22. La guerre Iran-Iraq (1980-1988), qui a été le premier grand test militaire de la République islamique d'Iran, lui a coûté très cher sur le double plan humain et financier. Au cours des décennies qui ont suivi, l'Iran a développé sa capacité de mobilisation des communautés chiites de la région et ses milices opèrent désormais en Iraq, en Syrie, au Liban et au Yémen. Ce vaste réseau est coordonné principalement par le corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI), la plus importante force armée du pays (*Associated Press*, 2021). Les agences de sécurité iraniennes connaissent très bien le territoire iraquien et sa situation politique, et peuvent y maintenir une présence active d'informateurs. Ce réseau de groupes armés et de groupes politiques et religieux permet à Téhéran d'exercer une très forte influence sur les affaires intérieures de son voisin.

23. L'Iran s'est affirmé en tant que puissance agissante en Iraq après l'intervention américaine de 2003, moment à partir duquel la République islamique a commencé à soutenir ouvertement les milices et les partis chiites irakiens. Sa priorité est d'empêcher que l'Iraq ne réapparaisse comme une menace idéologique, politique et militaire. La sécurité et l'intégrité de l'Iraq sont au centre de la politique étrangère iranienne. Téhéran veut faire en sorte que son voisin ne sombre pas dans la guerre civile, ni ne bâtisse un modèle démocratique ou religieux différent qui puisse plaire aux Iraniens désabusés. Ceux-ci pourraient en effet y voir le signe avant-coureur d'un avenir iranien non soumis au corps clérical. L'Iran cherche donc à préserver l'intégrité territoriale de l'Iraq, tout en y encourageant un gouvernement ami dominé par les chiites. Ceci dit, un Iraq déstabilisé et replié sur lui-même suscite aussi des inquiétudes. Pour certains experts, cela explique que l'Iran entretienne paradoxalement des liens avec l'élite politique iraquienne et avec les activistes politiques rebelles et les milices opposés au statu quo en Iraq (*International Crisis Group*, 2015). Les deux pays ont travaillé activement au renforcement de leurs relations économiques, notamment à la lumière des sanctions imposées à l'Iran. Aujourd'hui, l'Iraq fait partie des cinq principaux partenaires commerciaux de l'Iran, lequel voit en son voisin un débouché pour ses produits, l'économie iranienne ayant beaucoup souffert de ces sanctions prolongées. En effet, les sanctions américaines ont fait baisser les recettes tirées des exportations de pétrole brut et poussent l'Iran à trouver des alternatives (marché iraquien, Syrie, etc.). L'Iraq est le deuxième importateur des produits de base non pétroliers de l'Iran. Téhéran garde également l'œil rivé sur les projets de reconstruction de l'Iraq, qui pourraient profiter à l'économie iranienne. Afin de peser davantage sur l'Iraq au plan économique, la République islamique s'efforce de renforcer la position des réseaux qui lui sont acquis dans tous les secteurs de la société iraquienne.

24. L'interdépendance religieuse, politique et économique des deux pays s'est accentuée depuis le début de la crise syrienne, en 2011. Compte tenu du rôle de "pont stratégique" que l'Iraq pourrait jouer sur la route iranienne vers la Méditerranée, les visites officielles et les accords de coopération entre les deux pays se sont multipliés de manière significative.

25. Avec l'ascension de Daech en 2014, du jour au lendemain l'Iran a dû faire face à un nouvel ennemi le long de ses frontières, ennemi dangereux s'il en est puisqu'il s'était promis d'anéantir les communautés chiites et d'instaurer un « califat » dans la région. Si grave était la menace que les États-Unis et l'Iran ont fait concorder leurs intérêts pour lutter contre Daech. Téhéran a activement soutenu un certain nombre de milices chiites qui font désormais partie des unités de mobilisation populaire, et a contribué à leur mobilisation contre cette organisation. Il s'agit notamment des *Kataeb Hezbollah*, des Brigades de l'imam Ali, des brigades *Sayyid al-Shuhada* et de l'organisation *Badr* (aussi appelée brigades Badr). Cette dernière est l'un des groupes les plus importants au sein des unités de mobilisation populaire et son chef, Hadi al-Ameri, dirige le puissant bloc Fatah au sein du Parlement iraquien.

26. L'Iraq non seulement voit d'un mauvais œil les sunnites désabusés, mais il doit également faire face aux communautés chiites qui entretiennent des liens politiques, militaires et religieux étroits avec les services de renseignement, les instances militaires et le clergé iraniens. Ces liens sont renforcés par les puissantes milices soutenues par Téhéran, qui opèrent dans le pays. Ces milices, par définition, remettent en cause la cohérence de l'action étatique iraquienne et propagent souvent les intérêts des principales factions de l'État iranien. Elles attaquent les forces américaines et de la coalition et ébranlent l'unité et la sécurité de l'Iraq. Leur mission est renforcée par une forte présence pro-iranienne sur les réseaux sociaux, ainsi que par de nombreuses interventions à la radio et à la télévision qui véhiculent des messages anti-occidentaux approuvés par la société, permettent de recruter des militants et des combattants et compliquent les efforts menés pour stabiliser le pays.

27. Depuis la défaite officielle de Daech, les États-Unis et l'Iran ont repris leur lutte d'influence en Iraq. Les tensions se sont aggravées en janvier 2020, après la frappe aérienne américaine de Bagdad, qui a tué Qassem Soleimani, le commandant vénéré du corps des Gardiens de la révolution islamique, ainsi que Abou Mehdi al-Mouhandis, le chef des *Kataeb Hezbollah*. Cette attaque a marqué un tournant, car ces deux hommes contrôlaient un nombre élevé de groupes opérant en Iraq. Leur mort a scandalisé les parlementaires iraquiens, lesquels ont par la suite voté l'expulsion des forces de la coalition dirigées par les États-Unis. Depuis l'assassinat de ces deux responsables, les milices sont devenues plus agressives et plusieurs groupes jusqu'alors inconnus ont fait leur apparition (*Associated Press*, 2021). Des attaques ont été perpétrées contre l'ambassade des États-Unis à Bagdad, contre les bases militaires abritant des troupes américaines et contre les installations d'entreprises américaines présentes en Iraq.

28. Vis-à-vis de l'organisation terroriste PKK et de ses ramifications dans la région, l'attitude de l'Iran n'est pas claire ; en substance, elle est de satisfaire aux intérêts à court et à moyen terme qui sont les siens dans son voisinage. Tout en affrontant directement le parti pour une vie libre au Kurdistan (la branche iranienne du PKK), les milices chiites soutenues par l'Iran cherchent à saper l'« accord de Sinjar » avec le concours des unités de résistance de Sinjar, l'un des groupes affiliés au PKK en Iraq.

29. Malgré l'influence iranienne auprès des élites iraquiennes, de nombreux chiites iraquiens s'y opposent et soutiennent leur chef spirituel, le grand ayatollah Ali al-Sistani, partisan d'un « chiisme national ». La méfiance s'amplifie aussi à l'égard de l'Iran et des milices armées qui lui sont fidèles (ICSSI, Initiative de solidarité avec la société civile iraquienne, mars 2021). « L'Iran, dehors » a été l'un des slogans les plus fréquemment entendus lors des rassemblements *Thawrat Tishreen* (révolution « Tishreen ») de 2019, qui ont attiré de jeunes manifestants chiites. Ces rassemblements, souvent qualifiés de « révolution d'octobre », ont largement remis en cause la dynamique pro-iranienne qui domine la scène politique depuis la chute de Saddam Hussein (Davis, 2021).

30. L'administration Biden doit également lutter contre cette redoutable présence iranienne, au moment où elle redéfinit son rôle en Iraq et étudie la possibilité de revenir à l'accord de Vienne sur

le nucléaire iranien (le plan d'action global commun [PAGC, ou JCPoA en anglais]). Elle fait à présent savoir à ses partenaires iraqiens que son ambition est d'apaiser l'Iran. Cela pourrait faciliter l'élaboration d'un arrangement pour les mois à venir, mais les milices soutenues par les Iraniens rendent cette tâche très ardue. Les pourparlers entre les États-Unis et l'Iraq se tiennent sous couvert du « dialogue stratégique » entamé par l'administration Trump pour resserrer les liens bilatéraux. Le premier cycle des pourparlers officiels menés par l'administration Biden avec les dirigeants iraqiens s'est ouvert en avril 2021 ; parallèlement, les États-Unis ont repris à Vienne les négociations devant porter sur le programme nucléaire iranien et sur leur propre participation au PAGC.

## **B. LES ÉTATS DU GOLFE ET LES AUTRES PAYS ARABES**

31. Les pays du Golfe entretiennent des relations complexes avec l'Iraq. Pendant la guerre Iran-Iraq, Bagdad avait accepté l'appui financier du Golfe, en échange de l'endiguement militaire des ambitions révolutionnaires de la nouvelle République islamique. L'Iraq est au centre des rivalités régionales qui existent entre l'Iran et les États du Golfe. En 1990, après l'invasion du Koweït par l'Iraq, les relations de Bagdad avec ces derniers ont connu une nouvelle phase. Tous les pays du Golfe ou presque ont dénoncé l'occupation du Koweït – un pays arabe – par les troupes de Saddam Hussein et plusieurs ont pris les armes contre lui (Belbagi, 2021).

32. Depuis l'intervention américaine, les relations de Bagdad avec les pays du Golfe sont plus instables. Elles ont atteint leur niveau le plus bas juste après les soulèvements arabes de 2011, sous Nouri al-Maliki (premier ministre du pays de 2006 à 2014), les personnalités politiques et religieuses iraqiennes ayant soutenu les manifestants chiïtes du Golfe, notamment au Bahreïn. M. al-Maliki s'est aliéné une bonne partie du monde arabe avec la politique sectaire qu'il a délibérément menée pour marginaliser les sunnites iraqiens. On pourrait toutefois faire valoir que les États du Golfe n'ont élaboré aucune approche stratégique à long terme à l'égard de l'Iraq (Alaaldin, Ranj, 2020). Le nouveau premier ministre iraqien, Moustafa al-Kadhimi, s'efforce d'attirer les investissements en provenance du Golfe. Vu les incertitudes qui entourent les intentions américaines concernant l'Iran, les pays du Golfe pourraient maintenant chercher à approfondir leurs liens avec l'Iraq afin de s'assurer qu'il ne rejoindra pas complètement le camp iranien.

33. Le Koweït est peut-être le pays qui a entretenu avec l'Iraq les relations les plus positives. En février 2018, quelques mois seulement après que Mossoul fut libéré de Daech, les autorités koweïtiennes organisèrent une conférence internationale afin de lever 100 milliards de dollars américains [82 milliards d'euros] pour la reconstruction de la ville. Malheureusement, moins du tiers de cette somme a été réuni (Mercadier, 2021). De nombreux hommes et femmes d'affaires ont émis des réserves étant donné le manque de sécurité et les risques politiques que comportent les affaires en Iraq. Aucun accord commercial n'a été signé. Si Koweït et Bagdad font preuve de respect dans leurs relations, reste les questions liées à l'invasion du Koweït et les prétentions historiques, quoique controversées, que l'Iraq a sur le territoire koweïtien (voir en particulier les questions frontalières et le rapatriement des dépouilles). En mars 2021, en présence du coordonnateur résident des Nations unies au Koweït, le 3<sup>e</sup> lot d'archives pillées pendant l'occupation iraqienne a été restitué aux autorités koweïtiennes.

34. Quant aux relations Iraq-Qatar, elles se sont détériorées ces dernières années en raison des accusations d'ingérence qatarie dans les affaires intérieures iraqiennes. Toutefois, en 2019, les deux pays sont convenus de relancer leurs relations économiques et commerciales et de rétablir les canaux de communication. Leur coopération porte sur les investissements et le financement de la reconstruction, ainsi que sur un projet de transit par le territoire iraqien des marchandises à destination du Qatar qui proviennent de plusieurs pays. Le 24 mars 2021, le ministre qatari des affaires étrangères, Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani, a rencontré de hauts dirigeants

iraquiens à Bagdad, une visite qui a marqué une étape supplémentaire dans la consolidation des relations Qatar-Iraq.

35. De leur côté, les Émirats arabes unis se sont appliqués à soigner leurs relations personnalisées avec les principaux responsables irakiens. Depuis 2009, l'entreprise basée dans les Émirats Crescent Petroleum a investi plus de 3 milliards de dollars américains en Iraq. En 2019, elle a signé un contrat gazier sur 20 ans avec le gouvernement régional du Kurdistan (Reuters, 2019). Lors de la visite officielle du premier ministre irakien, en mars 2021, les dirigeants des deux pays sont convenus d'approfondir leurs relations commerciales et leur coopération en matière d'investissement.

36. Enfin, les relations que Bagdad entretient avec le Royaume d'Arabie saoudite, représentent un exercice délicat pour Moustafa al-Kadhimi. En janvier 2021, des drones chargés d'explosifs se sont écrasés dans l'enceinte du palais royal à Riyad. Les médias américains ont laissé entendre que ces attaques avaient été lancées par une milice depuis le territoire irakien. M. al-Kadhimi a rejeté ces allégations (AFP, 2021). Plus largement, celui-ci est contraint de jouer les équilibristes entre Téhéran et Riyad, alors même qu'il s'efforce de promouvoir de bonnes relations avec ses deux homologues. Moustafa al-Kadhimi devait se rendre en Arabie saoudite en juillet 2020, à l'occasion de son premier voyage à l'étranger en tant que Premier ministre, mais la visite a été annulée au dernier moment, le roi Salmane ayant été hospitalisé. Son voyage à Téhéran, en revanche, a eu lieu. En novembre 2020, l'Iraq et l'Arabie saoudite ont rouvert leur passage frontalier d'Arar, fermé depuis 1990, et en mars 2021, M. al-Kadhimi s'est finalement rendu à Riyad (AFP, 2021). Les deux pays ont par la suite décidé d'intensifier leur coopération économique et commerciale. Ils sont également convenus de maintenir leur coopération énergétique afin de préserver la stabilité des marchés mondiaux du pétrole.

37. Le gouvernement al-Kadhimi semble maintenant vouloir renforcer ses relations avec d'autres pays arabes, au-delà de la région du Golfe, si l'on s'en tient aux efforts actuellement menés pour établir un mécanisme trilatéral qui associerait l'Iraq, la Jordanie et l'Égypte.

38. Globalement, de nombreux observateurs s'accordent à dire que les efforts poursuivis par les autorités irakiennes pour diversifier les relations extérieures du pays constituent un pas dans la bonne direction. À cet égard, la résistance du gouvernement à se rallier à quelque axe que ce soit, est indispensable pour la réussite à long terme de sa politique.

### **C. L'OTAN**

39. De 2004 à 2011, l'OTAN a mené quelques programmes de formation, de parrainage et d'assistance auprès des forces de sécurité irakiennes. La mission OTAN de formation en Iraq (NTM-I) s'inscrivait dans un effort international plus vaste visant à aider le pays à mettre en place des forces de sécurité plus efficaces et plus responsables. Tous les Alliés y ont participé, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Iraq, par le biais de contributions financières ou de dons d'équipements. L'Organisation a aussi défini conjointement avec le gouvernement irakien un cadre de coopération structuré afin de développer ses relations à long terme avec le pays.

40. En juillet 2015, en réponse à une demande du gouvernement de Bagdad, l'OTAN a décidé d'apporter un soutien à l'Iraq pour le renforcement de ses capacités de défense et des capacités de sécurité s'y rapportant (initiative DCB). En avril 2016, elle a commencé à dispenser un certain nombre de stages de « formation des formateurs » en Jordanie destinés aux instructeurs irakiens (plus de 350 officiers du pays y ont ainsi été formés). Par la suite, à la demande du premier ministre irakien, les dirigeants des pays de l'Alliance sont convenus, au sommet de Varsovie de juillet 2016, de proposer des activités OTAN de formation et de renforcement des capacités aux forces militaires et de sécurité irakiennes en Iraq. En janvier 2017, l'Organisation a déployé à Bagdad une petite équipe de base, composée de huit civils et militaires et pouvant



évoluer, établissant par là-même une présence permanente en Iraq. Les formations initialement dispensées en Jordanie ont été transférées en Iraq en février 2017. L'équipe de base a assuré la coordination de toutes les formes d'assistance fournies par l'OTAN à l'Iraq en 2017-2018 et a jeté les bases de la création, en 2018, de la mission OTAN en Iraq (NMI) (OTAN, 2021).

41. En octobre 2018, à la demande du gouvernement iraquien, l'OTAN mettait en place une mission de conseil, de formation et de renforcement des capacités en Iraq. Cette mission, la NMI, vise à renforcer les forces de sécurité et les établissements de formation militaire du pays, afin que les forces iraqiennes soient en mesure de lutter contre toutes les organisations terroristes - et notamment contre Daech et le PKK, qui, du fait de leurs liaisons transfrontalières, constituent une menace pour la sécurité et la stabilité de la région. À leur réunion de février 2021, les ministres de la défense des pays de l'Alliance sont convenus d'élargir la NMI, comme l'avaient demandé les autorités iraqiennes. Par cette décision, ils ont réaffirmé l'engagement à long terme de l'Organisation en faveur de la mise en place, en Iraq, de capacités idoines. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a annoncé que les Alliés avaient décidé d'accroître les effectifs de la NMI (qui passeront de 500 à 4 000 personnes – *Knights et al.*), et d'élargir leur coopération avec les ministres de l'Intérieur et de la justice.

42. La NMI est une mission non combattante de conseil, de formation et de renforcement des capacités, qui est menée dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Iraq. En raison de la complexité de la situation, les candidats stagiaires iraqiens font l'objet d'une habilitation de sécurité minutieuse pour éviter que des terroristes de Daech ou du PKK n'infiltrent la mission. Cette pratique doit être maintenue.

43. La mission engage civils et militaires et coordonne ses activités avec d'autres acteurs internationaux opérant dans le pays. La NMI intègre la dimension de genre dans ses activités, grâce à la présence d'un conseiller pour les questions de genre déployé dans le cadre du groupe consultatif de haut niveau. L'OTAN ne déploie pas de personnel aux côtés des forces iraqiennes pendant les opérations de combat et se limite à former les membres des forces de sécurité qui se trouvent sous le contrôle direct et effectif du gouvernement iraquien. Ses activités de conseil, de formation et de renforcement des capacités ont d'abord été menées dans le grand Bagdad, mais, après que la décision a été prise en février 2021 d'élargir la NMI, l'ambition est désormais d'étendre ses activités à d'autres localités. Toute augmentation des effectifs de la mission devra se faire avec le consentement des autorités iraqiennes et n'aura lieu que de manière progressive.

44. L'OTAN a pour principal objectif d'aider l'Iraq à renforcer ses forces de sécurité, afin qu'elles puissent combattre toutes les organisations terroristes et qu'elles puissent empêcher le retour de Daech. Pour ce faire, elle conseille les établissements de formation militaire du pays et emploie une approche axée sur la formation des formateurs. Elle conseille également le ministère iraquien de la défense, le bureau du conseiller à la sécurité nationale et d'autres institutions de sécurité nationales sur la façon dont le pays pourrait mettre en place des institutions et des structures de sécurité plus pérennes, plus transparentes, plus inclusives et plus efficaces. Par ailleurs, elle porte son attention sur l'état de droit, le droit des conflits armés, la lutte contre la corruption, la protection des civils, la question des enfants dans les conflits armés, ainsi que sur le programme pour les femmes, la paix et la sécurité.

45. Depuis novembre 2020, le général de corps aérien Per Pugholm Olsen (des forces armées danoises) est à la tête de la mission OTAN en Iraq. La NMI relève du Commandement allié de forces interarmées de Naples (JFCNP), l'un des deux commandements de niveau opératif de l'OTAN prêts à assurer la planification, la conduite et le soutien dans la durée d'opérations OTAN d'ampleur et de portée différentes, dans le cadre de toutes les réponses militaires possibles.

#### **IV. LES DÉFIS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET DE GOUVERNANCE**

46. L'Iraq doit encore s'attaquer aux problèmes économiques d'ordre structurel qui se sont accumulés au cours des décennies. Le fort taux de chômage et le mauvais état des infrastructures créent un environnement propice à l'extrémisme. L'année 2020 s'est avérée très difficile pour le pays, qui, du jour au lendemain et au-delà des défis à relever dans le domaine de la sécurité, a été ébranlé par la pandémie de Covid-19 et l'effondrement concomitant des cours du pétrole. Ces très grandes difficultés, ainsi que l'impasse politique dans laquelle se trouvait l'Iraq, ont déclenché des manifestations de masse, ont retardé la formation d'un nouveau gouvernement et ont engendré des tensions entre les États-Unis et l'Iran qui se sont fait sentir jusque dans la société iraquienne. L'effondrement des prix du pétrole et le coronavirus ont infligé un très lourd tribut au pays. Les revenus de l'État ont chuté et sa capacité à payer les salaires et les retraites (qui représentent 45 % des dépenses publiques) a diminué d'autant. La baisse des recettes pétrolières a fortement restreint la capacité du gouvernement à couvrir les dépenses, lesquelles sont absolument nécessaires pour maintenir l'unité du pays.

47. La situation économique iraquienne s'est rapidement détériorée depuis le début de la pandémie de Covid-19. L'État iraquien doit faire fonctionner une économie enclavée dépendante de ses exportations et un secteur public hypertrophié. L'insécurité, la corruption endémique (l'Iraq se classe au 160<sup>e</sup> rang sur 180 pays suivant l'indice de perception de la corruption 2020 de *Transparency International*) et l'insuffisance des capacités nationales, sont autant d'éléments qui compromettent la capacité du secteur privé à générer des emplois et amplifient la dépendance à l'égard d'un État très affaibli. Comme c'est le cas pour la plupart des pays du Moyen-Orient, l'État reste le premier employeur en Iraq ; les coûts salariaux y ont triplé depuis 2004. Le chômage des jeunes est l'un des plus élevés dans la région et la crise économique actuelle met désormais en péril les salaires de millions d'employés du secteur public. Les économistes estiment que plus de 40 % des actifs dépendent pour leurs revenus du gouvernement et des marchés publics. Des difficultés supplémentaires sont attendues en 2021. La conjoncture économique reste délicate, encore que la hausse des cours du pétrole pourrait contribuer à alléger la situation. Le déficit budgétaire du pays devrait néanmoins atteindre 43 milliards de dollars américains – le pire déficit de son histoire et le déficit le plus élevé parmi les États membres de l'OPEP (Shuker, 2021).

48. Les recettes fluctuent en fonction des prix du pétrole et ne sont manifestement pas suffisantes pour couvrir les obligations de service public. L'augmentation de la dette publique et la corruption généralisée ne font que compliquer les choses. Le sectarisme et le népotisme sont maintenant profondément ancrés, voire institutionnalisés. L'exemple du Liban montre à quel point il est difficile d'inverser cette tendance. L'Iraq dispose toutefois, contrairement au Liban, de ressources pétrolières qui devraient lui permettre d'amorcer le renflouement de ses caisses. Mais il faudrait pour cela non seulement que les prix du pétrole remontent fortement, mais que soit aussi respectée une certaine discipline financière – laquelle nécessite une stabilité politique et un accord sur les priorités en matière de dépenses (Ezzeddine et Noun, 2020). Dans la situation actuelle, rien n'est moins certain.

49. Le fait est que l'érosion des finances publiques et la persistance du sectarisme n'ont fait qu'entraîner de l'instabilité. En octobre 2019, cela a déclenché l'un des soulèvements politiques et sociaux les plus importants du pays. Cette révolte, appelée *Thawrat Tishreen* (« révolution d'octobre ») a marqué un tournant politique selon certains (Davis, 2019). Des centaines de milliers de jeunes Iraquiens descendent régulièrement dans la rue depuis lors. Ces soulèvements ont entraîné la démission du premier ministre, Adil Abd al-Mahdi, le 30 novembre 2019 ; un gouvernement intérimaire a assuré la gestion des affaires courantes jusqu'en mai 2020, date à laquelle Moustafa al-Kadhimi a pris les rênes du pouvoir. Bien qu'elle ait été largement organisée par la jeunesse chiite, *Thawrat Tishreen* a dépassé les marqueurs confessionnels. En effet, les manifestants ont appelé à la fin du sectarisme, un message que la classe politique, dominée par les chiites, n'a pas vu d'un bon œil. Les manifestants en ont d'ailleurs payé le prix : une répression féroce, des enlèvements et des « disparitions » (Prier, 2021).



50. Les manifestations populaires de 2019 semblent indiquer que les jeunes ont adopté une nouvelle mentalité politique. Leurs aspirations légitimes à la justice sociale l'emportent sur l'appartenance confessionnelle. La forte corruption et l'entre-soi des élites sont les principales sources de mécontentement de la jeunesse iraquienne. Cette situation est étroitement liée à la quasi-absence de services sociaux ainsi qu'à l'explosion du chômage. De nombreux Iraquiens se sentent exclus d'un système politique qui ne leur offre rien ou quasiment rien. De fait, la première phase de la révolution d'octobre avait surtout porté sur la faiblesse du niveau de vie. La deuxième phase s'est caractérisée par des appels à la fin du sectarisme, en faveur d'un nouveau système politique et d'une citoyenneté pour tous. Pendant la troisième phase, des appels ont été lancés pour qu'il soit mis un terme à l'ingérence croissante de l'Iran dans les affaires intérieures de l'État iraquien (Davis, 2019).

51. Depuis 2003, les Iraquiens n'ont connu ni la paix ni la stabilité – ce qui est le cas de très nombreux jeunes puisque les moins de 30 ans représentent 70 % de la population. Si des milliers de manifestants se mobilisent pour instaurer un ordre démocratique et social fonctionnel, des millions d'autres sont enfermés dans un sectarisme que l'État et les milices ne cessent de leur imposer. Le gouvernement est maintenant perçu comme ayant refusé de répondre aux besoins les plus élémentaires (emplois, services essentiels, etc.) des Iraquiens ordinaires. De la manière la plus vile, la corruption qui mine le pouvoir s'allie à l'insécurité pour faire obstacle aux investissements dont l'Iraq a désespérément besoin pour son avenir (Ezzeddine et Noun, 2020). La jeunesse iraquienne en a manifestement assez de cette situation sans issue et appelle au changement, mais les partisans du statu quo disposent des pouvoirs nécessaires pour s'y opposer.

52. D'aucuns craignent à présent que cette structure politique très fragile ne puisse tout simplement pas surmonter la crise budgétaire à laquelle l'État doit faire face – ce qui pourrait déclencher un nouveau cycle de violences, un de plus, entre factions rivales. C'est pourquoi il est impérieux que l'on soutienne ce pays ébranlé et que l'on y encourage les réformes indispensables à sa survie. M. al-Kadhimi a fait état des nombreux obstacles qui entravent la reconstruction d'une identité iraquienne inclusive et d'une administration efficace, au nombre desquels le terrorisme sous toutes ses formes, les dissensions confessionnelles, l'insécurité, la corruption, ainsi que la résistance aux réformes et à l'indispensable changement (Charbel, 2021).

53. Deux chocs importants ont frappé l'économie iraquienne en 2020. Les cours du pétrole, qui avaient déjà baissé avant l'apparition du coronavirus, se sont effondrés, tandis que l'économie mondiale cessait de tourner en raison des mesures de confinement et que la demande de pétrole s'en trouvait très diminuée. L'Iraq est le troisième exportateur mondial de pétrole ; cette évolution des marchés a donc eu des effets extrêmement négatifs sur une économie qui avait commencé de montrer des signes de relance après que la guerre civile eut pris fin et alors que les cours du pétrole repartaient à la hausse. En 2019, l'Iraq avait enregistré un taux de croissance du PIB de 4,4 % (Banque mondiale, 2020), ce qui avait permis au pays de dégager un excédent budgétaire et avait donné lieu à un recul de la dette publique (PNUD, 2020).

54. Malheureusement, la récession due à la pandémie de Covid-19 eut tôt fait d'inverser cette tendance. La dette publique s'élevait à 44,6 % du PIB en 2019. En raison de la baisse des recettes et de l'accroissement des obligations de dépenses qui ont pour but d'éviter les pires effets de la crise, elle devrait passer à 65,7 % du PIB d'ici la fin de l'année 2021 (Banque mondiale, 2020). La Banque mondiale et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance s'attendent à ce que la pauvreté augmente de 50 % après la pandémie (PNUD, 2020).

55. Malgré les efforts consentis pour diversifier son économie, l'Iraq dépend toujours très largement de ses exportations de combustibles fossiles et fonctionne essentiellement comme une économie "d'enclave" dominée par cette industrie. Il est l'un des principaux pays producteurs de

brut au monde et ses exportations de pétrole ont généré 87 milliards de dollars américains pour la seule année 2019 (EIA, 2021). Le pays possède les cinquièmes plus grandes réserves mondiales de pétrole, estimées à l'heure actuelle à 144,2 milliards de barils (IEA, 2020). Le secteur génère 90 % des recettes fiscales de l'État, ce qui rend le secteur public très vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux. La chute des prix de ces dernières années, a réduit de moitié environ les recettes publiques. Les fluctuations des cours de l'énergie ont également des effets désastreux sur les taux de change. Lorsque les prix du pétrole sont élevés, une sorte de « mal hollandais » peut faire renchérir fortement les biens produits localement destinés à l'exportation. Fatalement, cela constitue un problème pour le secteur non énergétique, et compromet également la capacité du pays à diversifier son économie et à trouver d'autres sources d'emplois et de revenus. À l'inverse, lorsque les prix de l'énergie baissent, la valeur du dinar iraquien baisse aussi, ce qui peut induire une inflation puisque le prix relatif des produits importés monte en flèche sur le marché intérieur (Cornish, 2020). Le fait de disposer de grandes réserves pétrolières s'avère donc être à la fois une bénédiction et un fléau.

56. Certains analystes qualifient l'Iraq d'« État rentier » dans la mesure où le pouvoir et les richesses sont liés au fait d'accéder aux revenus que génère l'industrie pétrolière (PNUD, 2020). Pourtant, ce même secteur pétrolier ne crée pas tellement d'emplois. C'est ainsi que la distribution aux ménages iraqiens de subventions, d'argent et autres prestations en nature permet souvent de s'assurer un patronage politique. Cette pratique fausse les prix relatifs et a des effets tous plus délétères les uns que les autres sur le plan économique. Par exemple, de nombreux Iraquiens prennent la gratuité ou le faible coût de l'électricité fournie par l'État pour un droit. Le problème, bien sûr, est que cette distorsion du prix de l'électricité mène à une mauvaise allocation des ressources, à un sous-investissement, à des distorsions de prix et au gaspillage, tandis que les pratiques respectueuses de l'environnement telles que les économies d'énergie ne sont tout simplement pas encouragées (Kadhim et Vakhshouri, 2020).

57. Au sein de cette économie faussée, le secteur public iraquien – qui est hypertrophié comme dans la plupart des pays du Moyen-Orient – est devenu l'employeur de dernier recours. Le problème n'a fait qu'empirer depuis la guerre de 2003. Aujourd'hui, le gouvernement est, de loin, l'employeur le plus important du pays, et cela ne fait qu'affamer un secteur privé anémié, dépourvu de ressources, de talents et d'incitatifs à la libre concurrence. Les économistes ne cachent pas que le système a atteint ses limites et que seul le secteur privé aura la capacité de créer les emplois de demain. Le défi du chômage est dantesque pour les jeunes ; comme indiqué plus haut, une bombe à retardement démographique et politique attend le pays si leurs perspectives d'emploi ne s'améliorent pas.

58. Le ministre iraquien des finances, Ali Allawi, a récemment alerté les responsables sur l'instabilité structurelle qu'engendrent ce patronage politique et cet achat des voix pratiqués de longue date (Cornish, 2020). Selon M. Allawi, ce clientélisme public a permis de recruter environ 300 000 employés « fantômes ». Ce système étatisé de création d'emplois est très vulnérable en ce qu'il dépend des oscillations des recettes de l'État. Lorsque les flux des revenus publics diminuent, ce modèle génère rapidement de l'instabilité. En novembre 2020, la distribution des chèques de paie du gouvernement a été retardée, provoquant une inquiétude de la population et de violentes manifestations de rue. Le fait est que, depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, les gouvernements successifs ont constamment dû faire face à des protestations de masse, le plus souvent en raison du chômage et du dysfonctionnement des services publics.

59. Des manifestations ont souvent eu lieu après des coupures d'électricité – lesquelles arrivent régulièrement, notamment pendant les mois d'été dans le sud de l'Iraq où les températures peuvent avoisiner les 50 degrés Celsius. Ces mois-là, la consommation d'électricité monte en flèche et le système de production d'électricité iraquien, endommagé par la guerre, est alors extrêmement sollicité (Kadhim et Vakhshouri, 2020). La consommation d'électricité étant subventionnée, le secteur souffre bien entendu de sous-investissements chroniques, ce qui le rend

encore plus vulnérable aux coupures de courant. L'ancien ministre iraquien à l'Électricité, Louaï al-Khatib, a récemment expliqué en quoi consistaient les « rituels de l'été » : des effigies d'hommes politiques brûlées par des manifestants que le système en place a exaspérés (Al Khatteeb, 2020). Procéder à la réduction des subventions pour générer des revenus d'investissement risque aussi de déclencher des protestations, et c'est là le problème. Tout le secteur se retrouve donc pris dans une sorte de cercle vicieux ; il est très difficile d'y effectuer des changements salutaires et la crise fait presque l'effet d'une « prophétie qui s'exauce ». Vu les circonstances actuelles, il est plus probable que des protestations d'ordre économique aient lieu. L'année dernière, le ministre des finances affirmait que Bagdad avait reconnu que des changements structurels s'imposaient ; « si vous lui soutirez trop de lait, la vache peut mourir », avait-il ajouté (Cornish, 2020), avant d'admettre que l'austérité est un message pour le moins « difficile » à faire passer au sein de la classe politique iraquienne. À maintes reprises, des institutions internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) ont imploré le gouvernement de renoncer aux achats de voix, de renverser la tendance à « la multiplication insoutenable des salaires et des pensions » et de réduire « les subventions énergétiques inefficaces » (FMI, 2020). En Iraq, les calculs politiques à court terme orientent sans cesse la prise de décision ; cela n'a pas manqué d'être le cas pendant la pandémie de coronavirus, qui s'avère catastrophique sur le plan économique pour le pays.

60. Une éclaircie pourrait pourtant se profiler à l'horizon. Le gouvernement s'attend à ce que les cours du pétrole brut avoisinent les 50 dollars américains le baril au cours de cette année, soit une hausse de 25 % par rapport aux estimations avancées dans le budget précédent. Cela dit, ces calculs s'écartent sensiblement des 39,50 dollars le baril que le FMI avait prévu pour 2021 (Saadi, 2020). Cette différence de cours pourrait expliquer l'écart entre les fonds prévus pour cette année et les crédits bel et bien disponibles.

61. L'an passé déjà, les retraites et les émoluments des fonctionnaires représentaient plus de 120 % des revenus issus du pétrole (Saadi, 2020). La faiblesse persistante des prix de celui-ci et la lenteur de la reprise économique mondiale pourraient obliger Bagdad soit à procéder au bout du compte à des changements structurels, soit à trouver d'autres moyens d'obtenir des liquidités pour éviter une nouvelle agitation populaire. À la fin de l'année dernière, la Banque centrale iraquienne (BCI) avait annoncé une dévaluation de plus de 20 % du dinar, soit la diminution la plus importante de sa valeur depuis 2003 (Cornish, 2020). Au dire de la Banque mondiale, la part des réserves de change détenues par la BCI a chuté considérablement au cours de l'année écoulée. Si la BCI est officiellement indépendante, sa décision n'en a pas moins été perçue par les analystes comme une concession faite au gouvernement, lequel aurait été bien en peine, dans le cas contraire, de s'acquitter des traitements du secteur public. Toute forte dévaluation est susceptible d'entraîner une hausse de l'inflation (Cornish, 2020).

62. Pour s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme, il faut éliminer les problèmes socio-économiques qui prévalent dans les régions où Daech opère. Les engagements pris lors de la conférence organisée par le Koweït en 2018, sont donc les bienvenus. Il est toutefois difficile d'en assurer le suivi au vu du fonctionnement de la bureaucratie iraquienne.

## V. RÉCONCILIATION ET DROITS HUMAINS

63. Comme l'indique le présent avant-projet de rapport, au cours des deux dernières décennies l'Iraq a connu à la fois une montée du sectarisme et une grave crise de confiance envers l'État et ses institutions. Certains observateurs affirment aujourd'hui que l'Iraq est une construction artificielle, un amalgame de populations ethniquement et religieusement différentes, trop différentes en tout cas pour être réunies sous un seul et même drapeau. La longue histoire du pays et le puissant facteur d'attraction qu'exerce l'identité iraquienne, démentent pourtant cette assertion. De nombreuses études récentes confirment à quel point cette identité a été importante

pour les Iraquiens, tout au moins jusqu'à ce que Saddam Hussein s'attaque aux fondements de l'État et à son identité ancestrale. L'histoire moderne du pays et le mouvement nationaliste iraquien témoignent de la fascination que cette identité tout à fait exceptionnelle a pu exercer sur les esprits, une identité qui n'a pas été complètement vidée de sa substance malgré les obstacles de ces 40 dernières années.

64. Saddam Hussein a voulu s'approprier les symboles nationaux qui pouvaient lui être utiles, tout en s'en prenant aux sentiments profonds qui avaient si longtemps permis de maintenir l'unité du pays (Baptiste et Benraad, 2020). Son régime autoritaire n'a cherché qu'à écraser les groupes qu'il considérait comme menaçants pour la nation, au nombre desquels les communautés chiite et kurde (Benraad, 2018). Dans son principe même, le pouvoir de Saddam Hussein reposait sur la terreur et le patronage exercé par les chefs de clans, plutôt que sur le confessionnalisme. En effet, les sunnites iraquiens n'étaient pas privilégiés parce qu'ils étaient sunnites ; ils occupaient une place de choix dans la hiérarchie que Saddam avait bâtie, parce qu'ils appartenaient à sa famille ou à son clan. Adhérer au Parti Baas était la meilleure façon d'accéder à un emploi, d'avoir accès à l'éducation et de s'assurer des revenus réguliers. Ceux qui en étaient exclus, étaient livrés aux caprices du pouvoir et vivaient dans des conditions de grande précarité et de grande vulnérabilité.

65. Il convient de signaler qu'avant 2003, près du tiers des mariages étaient contractés entre membres de communautés différentes. Il existe encore de nombreuses familles et de nombreuses communautés mixtes en Iraq. Les tribus iraqiennes sont souvent constituées de personnes appartenant à des confessions différentes ; peuvent y figurer des clans sunnites et des clans chiites. Pour les Iraquiens, appartenir à une tribu participe de leur identité. Malheureusement, la dangereuse démagogie qui caractérisait le régime de Saddam Hussein a semé le doute, la suspicion et l'animosité parmi des groupes qui jusqu'alors dialoguaient et coexistaient dans la paix. Le sectarisme est donc un phénomène assez récent, et son aggravation fait partie de la tragédie que l'Iraq connaît actuellement (EASO, 2017).

66. La guerre de 2003 a clairement contribué à un plus grand sectarisme et à la situation de crise dans laquelle le pays se trouve. Paradoxalement, la débaassification a démembré l'État iraquien en éradiquant sa mémoire et ses fondements institutionnels et en le privant de la compétence de ses technocrates (Benraad, 2018). Les anciens membres du Parti Baas, considérés comme des complices de Saddam Hussein, ont été exclus du processus politique ; nombre d'entre eux ont fini par rejoindre les rangs de groupes extrémistes, y compris ceux de Daech.

67. C'est au cours de cette période qu'un gouvernement chiite a pris les rênes du pouvoir dans le territoire que l'Iraq occupe à l'heure actuelle. L'ayatollah Ali al-Sistani a collaboré étroitement avec les autorités américaines (Canet, 2021) malgré l'hostilité de certains chiites, en particulier des proches de Moqtada al-Sadr, le fils d'un membre éminent du clergé chiite (l'ayatollah Mohammad Sadeq al-Sadr) qui avait été exécuté en 1999 sous Saddam. De son côté, la population sunnite s'est sentie systématiquement écartée du processus politique et a été victime de discriminations de la part de la nouvelle élite. Al-Qaïda et plus tard Daech ont exploité ces sujets de mécontentement et en ont joué pour radicaliser les communautés sunnites et recruter de nouveaux militants. Le soi-disant "califat" établi par Daech a fait payer un très lourd tribut à ceux qui ont eu le malheur de vivre sous sa brève mais terrifiante domination. Cette situation n'a fait que renforcer les barrières confessionnelles au sein de la société et la défaite de Daech a déclenché une nouvelle série de règlements de compte – une de plus. Ceux dont les proches s'étaient engagés auprès de cette organisation terroriste font l'objet d'une discrimination sanctionnée par la loi. Les écoles n'acceptent pas leurs enfants, les mères ne peuvent bénéficier d'aucune aide publique et les *moukhtars* (chefs de clans ou anciens des communautés) empêchent ces familles de s'installer dans leurs quartiers.



68. Lors des violentes attaques qu'ils ont perpétrées en 2014 contre la région de Sinjar, où vivent les Yézidis, les combattants de Daech ont enlevé et réduit en esclavage les femmes yézidies ; certaines d'entre elles n'ont eu d'autre choix que de se marier avec eux. Un certain nombre de femmes se sont retrouvées dans le tristement célèbre camp de réfugiés d'al-Hawl, en Syrie, où des terroristes de Daech et leurs familles sont retenus en captivité par le Parti de l'union démocratique/les Unités pro-kurdes de protection du peuple, qui les utilisent comme monnaie d'échange dans leurs négociations avec les pays occidentaux et les libèrent lorsque cela fait avancer leurs objectifs. Les femmes yézidies ont été autorisées à rentrer en Iraq, mais leurs enfants, eux, n'ont pas été autorisés à quitter la Syrie. Ces derniers ne sont pas acceptés par la communauté yézidie et les mères en sont de fait exilées. Cette question non résolue, qui constitue un différend juridique, reste une source de tension (Chulov et Mando, 12 mars 2021).

69. Des centaines de milliers de Turkmènes, de chrétiens, de Shabaks, de Yézidis, et d'autres, ont été déplacés au cours du conflit et nombre d'entre eux sont réfugiés. Dans le cas particulier des Yézidis, on estime à 80 % le nombre de femmes entre 17 et 75 ans qui souffrent du syndrome de stress post-traumatique ; toutes celles qui sont retenues en captivité en souffrent. Les conditions dans lesquelles vit cette communauté, ayant subi un massacre, été déplacée de force, en proie à de très grandes difficultés et privée de perspectives économiques, se sont détériorées avec la pandémie de Covid-19. Les survivantes, en particulier, attendent que ceux qui ont participé à la perpétration de viols, d'enlèvements et du crime de génocide soient jugés pour leurs crimes. De tels procès non seulement feraient avancer la justice, mais permettraient aussi à cette communauté traumatisée de trouver le chemin vers l'apaisement. Les Yézidis s'attendent également à ce que soit facilité leur retour vers des communautés dont on a causé la ruine, ainsi qu'à un minimum de perspectives d'avenir afin que ces dernières puissent revivre (Murad, 2021). Les communautés yézidies déplacées ne peuvent pas non plus retourner dans la ville de leurs ancêtres, Sinjar, en raison de la présence du PKK et du contrôle tyrannique qu'il exerce sur le district.

70. De 2003 à aujourd'hui, le nombre de chrétiens dans le pays est passé de 1,5 million environ à moins de 400 000, sur une population de 39 millions d'Iraqiens (Prier, 2021). La situation des chrétiens iraqiens s'est considérablement détériorée en 2003, lorsque des attentats et des exactions de gangs et de milices ont commencé à provoquer leur exode. Celui-ci s'est accéléré avec l'arrivée de Daech, qui a chassé les chrétiens des villes du nord de l'Iraq, de Mossoul et de Qaraqosh en particulier. Quelque 100 000 d'entre eux sont toujours réfugiés au Kurdistan iraqien, et beaucoup vivent dans des conditions précaires.

71. Début mars 2021, le pape François s'est rendu en Iraq pour rencontrer les dirigeants et les dignitaires religieux, ainsi que la communauté chrétienne. Dans le cadre de cette visite d'une très grande importance symbolique, il s'est entretenu dans la ville sainte de Nadjaf, en petit comité, avec le grand ayatollah Ali al-Sistani, l'une des plus hautes autorités religieuses du chiisme. Le pape a remercié l'ayatollah al-Sistani d'avoir, dans un pays miné par la guerre civile, élevé sa voix en faveur de la défense des communautés religieuses minoritaires. De son côté, l'ayatollah a affirmé que les chrétiens d'Iraq devaient bénéficier de tous les droits constitutionnels. Certaines milices chiïtes continuent de persécuter les chrétiens ; cette rencontre avec l'ayatollah al-Sistani a donc envoyé un signal d'autant plus puissant. À Ur, le pape François a rappelé que la liberté religieuse et la liberté de conscience étaient des « droits fondamentaux », qui devaient être respectés partout. « Et nous, croyants, nous ne pouvons pas nous taire lorsque le terrorisme abuse de la religion » (Sherwood, 2021). François avait déjà adressé ce message lors de la visite qu'il avait effectuée en 2010 en la cathédrale Notre-Dame-du-Salut (ou Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, *Sayidat-al-Najat*) à Bagdad, où des militants avaient tué 44 fidèles, deux prêtres et des membres des forces de sécurité. La survie des chrétiens iraqiens en Iraq dépendra de la forme précise que l'État prendra au bout du compte. Le pape François s'est rendu dans le pays non seulement pour apporter à une communauté religieuse le soutien de l'Église, mais également

pour appuyer une vision politique et sociale : celle d'un État garantissant la tolérance, celle d'un pays pour tous les Iraquiens (Prier, 2021).

72. Si les Turkmènes constituent la troisième plus grande composante de la société iraquienne, leur marginalisation est un problème sérieux, qu'il faut régler. Des dizaines de milliers de Turkmènes ont fui la ville de Talafer à cause de Daech ou parce qu'ils craignaient de subir des représailles en raison de leur appartenance au sunnisme ; ils continuent de vivre en exil, en tant que réfugiés ou que personnes déplacées. Dans le cas particulier de la ville de Kirkouk – laquelle peut être considérée comme un Iraq miniature – une solution juste, équitable et inclusive, pouvant satisfaire tant les Turkmènes, les Arabes et les Kurdes (qui en sont les trois principales composantes) que les minorités chrétiennes et autres, devrait être encouragée pour servir d'exemple au reste du pays. Les efforts de réconciliation entre Bagdad et Erbil, où se sont rapprochés des groupes confessionnels qui vivaient auparavant en désunion, sont probants à cet égard.

73. La réconciliation nationale ne peut pas se résumer en dernière analyse au fait d'infliger une défaite militaire à Daech. L'Iraq doit soigner ses blessures, qui sont profondes, et guérir des injustices et des traumatismes que plusieurs décennies de guerre, de violence et de privations lui ont infligés. Le gouvernement devra s'engager dans un processus qui lui permettra de réparer les injustices du passé, et devra s'efforcer de surmonter concrètement les multiples divisions qui menacent la nation iraquienne, sa cohésion ainsi que le fonctionnement de l'État. Ne pas s'y atteler signifierait tout simplement permettre à la violence de s'exercer de nouveau. C'est là un défi de taille pour un État déjà poussé à la limite de ses capacités politiques, humaines et financières, un défi qui nécessitera incontestablement que soit fourni au pays un appui international sans faille.

## VI. LA VIE POLITIQUE DANS UN PAYS DIVISÉ

74. Le premier ministre iraquien actuel, Moustafa al-Kadhimi, est arrivé après que deux premiers ministres désignés eurent échoué à former un nouveau gouvernement. Membre influent de l'opposition iraquienne du temps de Saddam Hussein, M. al-Khadimi a cofondé et dirigé la Fondation pour la mémoire iraquienne, dont l'objectif est de documenter de manière systématique les crimes commis par l'ancien régime. Il a également travaillé en tant que membre de la presse écrite pour le journal *Al-Monitor* de 2012 à 2016, date à laquelle il a été nommé à la tête des services de renseignements iraqiens (Mamouri, 2020). Il occupe le poste de Premier ministre depuis le mois de mai 2020 et jouit du solide soutien de la communauté internationale, laquelle voit en lui un homme de principes qui se consacre à la reconstruction nationale.

75. M. al-Kadhimi supervise les services de renseignements, ce qui lui permet de conférer une certaine cohérence à l'appareil de sécurité – très morcelé – du pays. La plupart de ses ministres sont de hauts fonctionnaires sans affiliation politique particulière ou sans aucune affiliation. Son ministre des finances, Ali Allawi, par exemple, est un éminent universitaire iraquien qui, dès la fin du régime de Saddam Hussein en 2003, a été ministre du commerce, puis ministre de la défense, avant d'hériter du portefeuille des finances. Il a dirigé la banque d'investissement *Arab International Finance*, après avoir travaillé pour le groupe de la Banque mondiale à Washington (Mamouri, 2020).

76. M. al-Kadhimi a rapidement fixé les priorités de son gouvernement, à savoir : organiser des élections anticipées et procéder à une réforme électorale, lutter contre le coronavirus, résoudre avec le gouvernement régional du Kurdistan les questions en suspens, maintenir le contrôle de l'État sur les armes et régler la question de la violence dont il est fait usage contre les manifestants. Si le premier ministre peut fixer lui-même les orientations dans certains domaines (la sécurité et les affaires étrangères, par exemple), dans d'autres en revanche (réforme électorale, réforme financière, notamment) il doit requérir la coopération du Conseil des représentants.



M. al-Kadhimi a su établir des relations étroites avec le président Barham Salih et le président du parlement, Mohamed al-Halbousi ; il entretient aussi de très bons rapports avec les grandes circonscriptions du pays, et bénéficie de la sympathie de la plupart des Alliés, des principales capitales régionales ainsi que de la communauté internationale en général. Depuis son entrée en fonction en mai 2020, il s'est démené pour faire avancer les réformes économiques et politiques afin de remédier aux problèmes chroniques du pays. Mais il se heurte à une forte résistance. Malgré les difficultés intérieures et les contraintes internationales, il a tenté à plusieurs reprises de placer les milices armées sous le contrôle de l'État. En cette phase critique, l'approche non confessionnelle et inclusive du Premier ministre mérite d'être fermement appuyée par la communauté internationale.

77. Pour répondre aux exigences formulées par les manifestants lors des rassemblements *Thawrat Tishreen*, le gouvernement avait initialement accepté d'organiser des élections anticipées en juin 2021. En janvier dernier, toutefois, il les a repoussées ; il est prévu maintenant qu'elles se tiennent le 10 octobre 2021. La Haute Commission électorale indépendante (HCEI) a envoyé des invitations aux ambassades de 71 pays (pays arabes et autres pays) ainsi qu'aux organisations internationales, pour qu'ils participent à l'observation de ces élections. Une mission des Nations unies fournira un appui à la HCEI, en particulier sur les questions électorales, logistiques et de communication.

78. Près d'un an après la nomination de Moustafa al-Khadimi, certains estiment que son gouvernement n'a pas répondu aux attentes exprimées par les manifestants et que les conditions de vie ne s'améliorent pas. L'Iraq figure au 19<sup>e</sup> rang mondial pour ce qui est de son taux d'infection au coronavirus – un chiffre qui ne reflète sans doute pas la réalité vu la faible capacité du pays à effectuer des tests (une capacité qui ne s'est guère améliorée depuis l'entrée en fonction de M. al-Khadimi) (Alshamary, 2020). Le Premier ministre a également promis de réclamer justice pour les centaines de manifestants qui ont perdu la vie. En octobre 2020, il a formé un comité chargé d'enquêter sur ces crimes.

79. M. al-Kadhimi a affirmé à plusieurs reprises la nécessité d'une réconciliation et d'un dialogue intercommunautaire. En août 2020, il avait déclaré que « [tous l]es Iraquiens, quelle que soit leur appartenance confessionnelle, aspirent à un nouvel Iraq, un Iraq qui croit en la paix et qui rejette la violence » (ICSSI, février 2021). De nouveau, en mars 2021, il a appelé les forces politiques, les jeunes manifestants et l'opposition à prendre part à un véritable dialogue national, « le seul moyen de bâtir un État et d'en établir correctement le concept afin d'en assurer la réussite » (Abu Zeed, 2021). De nombreuses forces politiques iraqiennes ont déjà confirmé leur participation à ce dialogue national. Au nom du gouvernement régional du Kurdistan, M. Masrour Barzani, s'est félicité de cette initiative « à laquelle participeront les partis politiques pour que soient résolus tous les problèmes et tous les conflits ». Par contre, l'Alliance Fatah (ou Alliance de la conquête, qui détient 48 sièges sur 329 au Conseil des représentants) s'est farouchement opposée à cette proposition, déclarant qu'« il ne sert à rien d'organiser un dialogue national tant que le pays n'a pas recouvré sa pleine souveraineté et que les forces étrangères ne s'en sont pas retirées ».

80. De fait, la présence de forces étrangères a provoqué un clivage dangereux au sein de ce pays divisé. Les factions politiques et les milices pro-iraniennes se sont prononcées sans ambages pour le départ des troupes américaines. Le 25 mars dernier, au cours d'un défilé militaire dans les rues de Bagdad, la milice Rab'Allah a menacé de prendre pour cible les forces américaines et leurs agents ; le défilé visait également à décrédibiliser le premier ministre avant que ne débute, le mois suivant, le nouveau cycle de négociations stratégiques Iraq-États-Unis sur le retrait des troupes américaines et les relations entre les deux pays. À la suite de ce défilé, le gouvernement iraquien a déployé le 30 mars, dans les rues principales de la ville et sur ses grandes places, les unités lourdement armées de l'armée iraquienne et des forces spéciales.

81. Pendant la dictature exercée par Saddam Hussein, la plupart des partis politiques iraqiens ont fonctionné en exil. Leurs dirigeants sont rentrés en 2003, armés d'idées et faisant preuve dans certains cas d'une certaine arrogance, mais sans avoir préalablement acquis une expérience du secteur public ni même s'être familiarisés avec la manière dont les gens avaient vécu sous Saddam. Au lendemain de l'invasion de l'Iraq par les troupes coalisées commandées par les États-Unis, l'Autorité provisoire de la coalition (APC) a régi le pays. Durant cette période, les acteurs politiques qui désiraient participer au débat ont dû soigner leurs rapports avec l'APC. Celle-ci a collaboré étroitement avec les partis confessionnels, lesquels sont devenus incontournables au sein de la nouvelle élite au pouvoir. Les partis politiques iraqiens entretiennent aujourd'hui encore de bons rapports avec les gouvernements étrangers pour en obtenir appui et légitimation, et la plupart d'entre eux bénéficient directement des contributions financières étrangères.

82. La Constitution de 2005 définit l'Iraq comme un État fédéral doté d'un régime « parlementaire, représentatif, républicain et démocratique ». Pourtant, on constate un décalage important au sein de la jeune démocratie iraqienne entre son mode de gouvernance tel qu'il est prévu par la Constitution, et la façon dont le pouvoir est véritablement exercé. Les responsables politiques sont désignés et nommés en fonction de leur appartenance ethnique ou confessionnelle plutôt que pour leurs idées, leur action politique, leur mérite ou leurs compétences. Ce système informel est appelé « al-Muhasasa » (« la part du butin ») (Al-Shadeedi et van Veen, 2020), une façon de répartir les fonctions exécutives de premier plan « à la libanaise » entre les principaux groupes confessionnels (chiïtes, sunnites et minorités kurdes). Par exemple, la présidence de l'État, la présidence du parlement et le portefeuille de premier ministre sont détenus respectivement par un Kurde, par un sunnite et par un chiïte. Les votes permettent d'exercer une influence plus importante dans le cadre des négociations au niveau national, mais c'est le système confessionnel qui fixe à l'avance, dans les grandes lignes, ce qui peut être « récupéré » et c'est lui qui encourage les diatribes sectaires et le langage populiste en lieu et place de programmes politiques clairs.

83. La pratique du « al-muhasasa » est devenue un véritable objet de mécontentement parmi les Iraquiens, quelle que soit leur confession, en raison du peu de bénéfice que les citoyens en retirent. La résistance des élites au changement, le manque de réactivité du gouvernement et la répression des manifestations ont tout simplement érodé la confiance des Iraquiens à l'égard de leur système politique. Le parlement signifie maintenant directement « corruption généralisée » et « sectarisme », et il n'est pas étonnant que les dernières élections législatives (mai 2018) aient enregistré le taux de participation le plus bas depuis 2005 (Al-Shadeedi et van Veen, 2020).

84. Le système politique confessionnel de l'Iraq n'a pas repoussé la fragmentation politique, laquelle s'amplifie dans tous les groupes confessionnels. La composition générale du parlement depuis les élections de 2018 est la suivante : 187 chiïtes, 70 Arabes sunnites, 58 Kurdes, 4 Turkmènes et 9 représentants d'autres minorités. Loin de représenter des blocs confessionnels unifiés, le parlement est non seulement marqué par les divisions qui existent entre groupes confessionnels, mais aussi par celles qui règnent désormais au sein des factions chiïtes, sunnites et kurdes elles-mêmes (Mikail, 2020). À cela s'ajoute la présence des groupes armés qui échappent au contrôle de l'État et qui paralysent le système politique.

85. Le fait est que les partis chiïtes rivalisent entre eux et qu'aucun dirigeant politique de cette confession ne peut prétendre avoir de l'influence sur l'ensemble des Iraquiens chiïtes. Aux élections de 2018, les trois principaux partis chiïtes ont obtenu des résultats comparables : 54 sièges pour la coalition « Sairoun » (« En marche » ou « La marche pour les réformes », menée par Moqtada al-Sadr), 48 sièges pour l'Alliance Fatah de Hadi al-Ameri et 42 sièges pour l'Alliance de la victoire dirigée par Haïder al-Abadi. La coalition nationaliste et trans-confessionnelle « Sairoun » et l'Alliance de la victoire soutiennent le gouvernement de M. al-Khadimi, tandis que l'Alliance Fatah, une coalition de milices financées par l'Iran, est dans l'opposition.

86. Les 70 parlementaires arabes sunnites sont eux aussi divisés entre différents partis et coalitions, à commencer par les 17 représentants de la Coalition nationale. Certains de ces partis et coalitions ont explicitement adopté une position pro-sunnite ; d'autres en revanche sont nationalistes et ont adopté une position interconfessionnelle. La configuration parlementaire depuis les élections de 2018 s'écarte considérablement de celle de 2005 : à l'époque, la plupart des Arabes sunnites avaient boycotté les élections législatives.

87. Quant à l'unité kurde, elle non plus n'a pas pu s'imposer ; les votes kurdes se sont répartis entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, 25 représentants) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, 18 représentants). La tentative d'organisation d'un référendum sur l'indépendance n'a fait que morceler plus encore le paysage politique kurde. Si le PDK et l'UPK préconisent l'autonomie kurde, ils ne sont pas d'accord sur la manière de gérer au quotidien le gouvernement régional du Kurdistan (Mikail, 2020).

88. Au cours des derniers mois, certains manifestants de la révolution « Tishreen » sont eux-mêmes entrés en politique. Plusieurs analystes estiment que ces nouveaux groupes pourraient amener un réel changement dans le système politique du pays (Schaer, 2021). L'un des militants les plus connus, Alaa al-Rikabi, a fondé un parti appelé « Imtidad » (« Extension » [sous-entendu du mouvement de protestation d'octobre 2019]). Un autre jeune chef de file, Tallal al-Hariri, a fondé le parti dit du « 25 octobre », qui tient son nom du plus grand mouvement de protestation contre le gouvernement. Hussein al-Gharabi, militant et avocat, a cofondé le parti « Foyer national ». Ces trois partis partagent plusieurs objectifs, dont celui de remplacer la pratique du « muhasasa », laquelle a institutionnalisé le clientélisme et la culture des pots-de-vin, par un gouvernement de hauts fonctionnaires choisis pour leurs compétences (Vohra, 2021). Ils se considèrent comme laïcs et ont dénoncé l'influence de l'Iran dans la vie politique iraquienne, une position qui a suscité la colère des groupes armés financés par Téhéran.

89. Comparés aux partis établis de longue date, ces « derniers nés » sont inexpérimentés et sous-financés. Mais la nouvelle loi électorale ratifiée en novembre 2020, leur donnent de l'espoir. Ayant transformé les 18 provinces du pays en 83 circonscriptions électorales, cette nouvelle loi ne permet plus aux partis de faire campagne sur des listes unifiées ; en revanche, elle devrait permettre aux partis politiques indépendants de remporter plus facilement des sièges au parlement. Auparavant, un parti pouvait rafler toute une province et choisir des candidats sur sa liste. Dorénavant, les sièges ne seront plus attribués qu'à ceux ou celles qui remporteront le plus de voix sur la liste électorale de leur circonscription. D'aucuns estiment que ces nouveaux partis pourraient faire la différence en octobre 2021. Mais pour mettre au défi les partis établis, ils devront s'unir, surmonter leurs désaccords internes, accepter de ne présenter qu'un candidat par circonscription, et ne pas se faire concurrence. Du reste, ils sont en train de mettre au point les modalités de cette coordination éventuelle (Schaer, 2021).

## VII. CONCLUSION

90. Au croisement des routes de l'énergie, et fournisseur d'énergie lui-même, l'Iraq se situe dans une région de grande importance stratégique, dans laquelle la Chine et la Russie s'engagent de plus en plus. Son instabilité a donc des incidences manifestes sur la stabilité et la sécurité régionales et mondiales. En décidant d'accroître sa présence en Iraq, l'OTAN le reconnaît de manière implicite.

91. Il importe de comprendre la situation iraquienne sous un angle régional certes, mais aussi d'un point de vue plus global. À chaque fois, on juge de la pertinence des politiques appliquées à l'égard de l'Iraq en fonction des possibilités qu'elles offrent de renforcer la stabilité régionale ou, à l'inverse, d'y porter atteinte. Parmi les faits nouveaux positifs survenus ces dernières années dans la région, on citera : l'élimination presque totale de Daech en Iraq et en Syrie ; les efforts menés par le Koweït pour assurer le lien entre le Qatar et le Quartet pour le Moyen-Orient (États-Unis, Russie, Union européenne et Nations unies) ; le besoin clairement exprimé par les pays du Golfe de voir se développer une nouvelle approche vis-à-vis du conflit au Yémen; enfin, la relance des pourparlers entre les États-Unis et l'Iran sur la façon dont ils pourraient reprendre l'examen de toutes les questions liées à l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (un accord important mais pour le moment largement moribond). Conformément à la volonté exprimée par les Nations unies, les acteurs internationaux devraient aussi appuyer sans réserve la mise en œuvre de l'accord de Sinjar. Cela constituerait un véritable jalon sur la voie de la pacification, de la reconstruction et de la normalisation de ce district. Les pays membres de l'Alliance devraient en outre encourager et soutenir le gouvernement iraquien dans les efforts qu'il déploie pour éliminer d'Iraq toutes les organisations terroristes.

92. En cette période délicate, il est essentiel que l'OTAN maintienne son engagement dans le pays et maintienne son appui au gouvernement iraquien. Elle participerait ainsi au renforcement de la capacité du gouvernement à conduire des opérations militaires, à accroître la confiance des Iraquiens dans l'État, et à apporter de la stabilité et les réformes qui s'imposent pour améliorer le climat d'investissement. Cela permettrait également à Bagdad de supprimer les failles qui déstabilisent le pays et la région dans son ensemble.

93. Nous devons lutter contre la propension de l'Iran à s'immiscer dans les affaires intérieures de son voisin, une pratique qui a contraint une grande partie de la région à marcher sur une corde raide. L'engagement des pays membres de l'OTAN à appuyer la réforme de la sécurité iraquienne et les opérations de Bagdad contre ceux qui cherchent à ébranler la souveraineté du pays, est porteur d'un message diplomatique important. Les acteurs clés de la scène internationale continueront en effet de considérer l'indépendance de l'Iraq et son développement comme essentiels. Cela signifie non seulement qu'ils appuieront l'élaboration d'une vaste stratégie de dissuasion à l'encontre des pays qui chercheraient à s'en prendre à la souveraineté de l'État iraquien, mais aussi qu'ils aideront Bagdad à poursuivre ses réformes et ses efforts de reconstruction.

94. Relancer le processus diplomatique avec l'Iran pourrait être utile à l'Iraq, bien que des risques y soient de toute évidence également associés. Revenir à un dialogue plus raisonnable avec Téhéran pourrait permettre de ressusciter l'accord de Vienne, d'y intégrer des protocoles additionnels pour fournir les assurances nécessaires, et d'atténuer les tensions dans une région toujours menacée par les rivalités internes et les conflits transfrontaliers. Il est de plus en plus en plus difficile, en tout cas, d'en prédire les chances de succès si la question de l'aventurisme iranien au-delà de ses frontières n'est pas réglée.



## BIBLIOGRAPHIE

- Abu Zeed, Adnan, Iraq's PM calls for national dialogue, 19 mars 2021, <https://www.al-monitor.com/originals/2021/03/iraqs-pm-calls-national-dialogue>
- Abdul-Zahra, Qassim, "Iraq wants new round of talks over withdrawal of remaining US combat forces", The Associated Press, 24 mars 2021, <https://www.militarytimes.com/news/pentagon-congress/2021/03/23/iraq-wants-new-round-of-talks-over-withdrawal-of-remaining-us-combat-forces/>
- AFP, Iraq PM seeks to soothe security concern on Saudi visit, 1<sup>er</sup> mars 2021, <https://www.rfi.fr/en/middle-east/20210401-iraq-pm-seeks-to-soothe-security-concern-on-saudi-visit>
- Alaaldin, Farhad, Iraq's New Dawn: A New Government and A New Political Reality, 11 mai 2020, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/iraqs-new-dawn-new-government-and-new-political-reality>
- Alaaldin, Ranj, Iraq's best hope is developing stronger ties to the Gulf — with US help, 19 août 2020, <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/08/19/iraqs-best-hope-is-developing-stronger-ties-to-the-gulf-with-us-help/>
- Al-Khatteeb, Luay, Fixing Iraq's power sector, 10 août 2020, <https://www.mei.edu/publications/fixing-iraqs-power-sector>
- Al-Mawlawi, Ali, Public Sector Reform in Iraq, Chatham House, juin 2020, [https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/2020-06-17-public-sector-reform-iraq-al-mawlawi\\_0.pdf](https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/2020-06-17-public-sector-reform-iraq-al-mawlawi_0.pdf)
- Al-Monitor, Five priorities for the US-Iraq strategic dialogue include recognizing regional role for Iraq, 8 mai 2020 <https://www.al-monitor.com/originals/2020/05/iraq-us-strategic-dialogue-priorities-regional-role-kadhimi.html>
- Al-Monitor, Iraq's PM calls for national dialogue, 19 mars 2021, <https://www.al-monitor.com/originals/2021/03/iraqs-pm-calls-national-dialogue>
- Al Samaraie, Nasir Ahmed, Humanitarian implications of the wars in Iraq, International Review of the Red Cross, Volume 89, Number 868, décembre 2007, <https://international-review.icrc.org/sites/default/files/irrc-868-10.pdf>
- Al-Shadeedi, Hamzeh et Erwin van Veen, Iraq's adolescent democracy, juin 2020, <https://www.clingendael.org/pub/2020/iraqs-adolescent-democracy/>
- Alshamary, Marsin, The pope goes to Najaf: The person and the institution of Sistani, 4 mars 2021, <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2021/03/04/the-pope-goes-to-najaf-the-person-and-the-institution-of-sistani/>
- Alshamary, Marsin, Six months into his premiership, what has Mustafa al-Kadhimi done for Iraq?, 13 novembre 2020, <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/11/13/six-months-into-his-preiership-what-has-mustafa-al-kadhimi-done-for-iraq/>
- Amnesty International, "At Any Cost, The Civilian Catastrophe in West Mosul, Iraq," 11 juillet 2017. <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1466102017ENGLISH.PDF>
- Associated Press, Who are Iraq's Iran-backed militias?, 31 décembre 2019, <https://apnews.com/article/57a346b17d6da07ae732ba1437520fd2>
- Associated Press, 'We Are the Decision Makers': Iran-aligned Militias Threaten Stability in Iraq, 31 mars 2021, <https://www.haaretz.com/middle-east-news/iraq/we-are-the-decision-makers-iran-aligned-militias-threaten-stability-in-iraq-1.9671698>
- Aziz, Sardar, et Edwin van Veen, "A State With Four Armies: How to Deal with the Case of Iraq," *War on the Rocks*, 11 novembre 2019. <https://warontherocks.com/2019/11/a-state-with-four-armies-how-to-deal-with-the-case-of-iraq/>
- Baptiste, Enki, Myriam Benraad, Irak : de Babylone à l'État islamique, idées reçues sur une nation complexe, 27 avril 2020, <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Myriam-Benraad-Irak-de-Babylone-a-l-Etat-islamique-idees-recues-sur-une-nation.html>
- Baker, James A. III and Hamilton, Lee H., 6 décembre 2006, The Iraq Study Group Report, <https://www.usip.org/publications/2006/12/iraq-study-group-report>

- Banque mondiale, *Iraq Economic Monitor*, automne 2020, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34749/154260.pdf?sequence=4&isAllowed=y>
- Belbagi, Zaid M., Iraq needs to return home by rejoining Arab fold, 24 mars 2021, <https://www.arabnews.com/node/1831396>
- Benraad, Myriam, L'Irak, par-delà toutes les guerres, 2018, <https://www.cairn.info/l-irak-par-dela-toutes-les-guerres--9791031802893.htm>
- Brockhaus, Hannah, "Pope Francis meets Iraqi Catholics in church where 48 died in 2010 terrorist attack", Catholic News Agency, 5 mars 2021, <https://www.catholicnewsagency.com/news/246734/pope-francis-meets-iraqi-catholics-in-church-where-48-died-in-2010-terrorist-attack>
- Calabrese, John, "Iraq's Fragile State in the Time of Covid-19, 8 décembre 2020, The Middle East Institute, <https://www.mei.edu/publications/iraqs-fragile-state-time-covid-19>
- Charbel, Ghassan, Iraq PM to Asharq Al-Awsat: We Are Destined to Rid Ourselves of Foreign Hegemony, Asharq Al-Awsat, 1<sup>er</sup> mars 2021, <https://english.aawsat.com/home/article/2834341/iraq-pm-asharq-al-awsat-we-are-destined-rid-ourselves-foreign-hegemony>
- Canet, Jean-Pierre, Irak, destruction d'une nation, février 2021, <https://www.france.tv/france-5/irak-destruction-d-une-nation/irak-destruction-d-une-nation-saison-1/2218803-episode-1-l-allie.html>
- Chulov, Martin, "After rocket attack, Biden faces first real test on Iran", The Guardian, 16 février 2021, <https://www.theguardian.com/world/2021/feb/16/middle-east-biden-resumption-traditional-diplomacy-analysis>
- Chulov Martin et Nechirvan Mando, "Cast out: the Yazidi women reunited with their children born in Isis slavery", 12 mars 2021, The Guardian, <https://www.theguardian.com/world/2021/mar/12/cast-out-the-yazidi-women-reunited-with-their-children-born-in-isis-slavery>
- Cooper, Helene et Eric Schmitt, "U.S. Airstrikes in Syria Target Iran-Backed Militias That Rocketed American Troops in Iraq, The New York Times, 25 février 2021, <https://www.nytimes.com/2021/02/25/us/politics/biden-syria-airstrike-iran.html>
- Cordesman, Anthony H., "The Real World Capabilities of ISIS: The Threat Continues", The Center for Strategic and International Studies, 9 septembre 2020, <https://www.csis.org/analysis/real-world-capabilities-isis-threat-continues>
- Cornish, Chloé, Iraq devalues currency by a fifth as oil-price collapse hits, 20 décembre 2020, <https://www.ft.com/content/b8ceacab-b8af-4581-b687-f9495f5145aa>
- Cornish, Chloé, Iraq boosts coffers by \$2bn in Chinese prepaid oil deal, Financial Times, 3 janvier 2021, <https://www.ft.com/content/8f5cbca2-1c9d-42b7-93eb-cd3622760c1b>
- Dagher, Munqith, "Iraqi Stability and Its Free-Falling Middle Class", Center for Strategic and International Studies, 21 octobre 2020, [csis.org/analysis/iraqi-stability-and-its-free-falling-middle-class](https://www.csis.org/analysis/iraqi-stability-and-its-free-falling-middle-class)
- Davis, Eric, The October Revolution (Thawrat Tishreen): Why, When and What will it Accomplish in the Future?, 30 décembre 2019, <http://new-middle-east.blogspot.com/2019/>
- Davis, Eric, The October Revolution and the Popular Mobilization Units: Will Iraq become a Province of Iran?, 31 janvier 2021, <http://new-middle-east.blogspot.com/2021/01/>
- Ditmars, Hadani, "Waiting for a miracle in Iraq", Middle East Institute, 26 février 2021 <https://www.mei.edu/publications/waiting-miracle-iraq>
- EASO (European Asylum Support Office, Bureau européen d'appui en matière d'asile), Iraq Practical Cooperation Meeting Report, juillet 2017, <https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/coi-iraq-meeting-report.pdf>
- EIA, Executive Summary, 24 février 2021, [https://www.eia.gov/international/content/analysis/countries\\_long/Iraq/](https://www.eia.gov/international/content/analysis/countries_long/Iraq/)
- Esfandiary, Dina and Ariane Tabatabai, Iran's ISIS policy, 2015, [https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/field/field\\_publication\\_docs/INTA91\\_1\\_01\\_Esfandiary\\_Tabatabai.pdf](https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/field/field_publication_docs/INTA91_1_01_Esfandiary_Tabatabai.pdf)



- Everstine, Brian, "Coalition Aircraft Batter ISIS with 133 Airstrikes in Iraq", Airforce Magazine, 22 mars 2021, <https://www.airforcemag.com/coalition-aircraft-batter-isis-with-133-airstrikes-in-iraq>
- Filiu, Jean-Pierre, L'état turc se resserre sur le nord de l'Irak, 7 mars 2021, <https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2021/03/07/letau-turc-se-resserre-sur-le-nord-de-lirak/>
- GOV.UK, "UK action to combat Daesh", <https://www.gov.uk/government/topical-events/daesh/about>
- Ezzeddine, Nancy et Beatrice Noun, Iraq and Lebanon's tortuous paths to reform, CRU Report, décembre 2020, <https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-12/iraq-and-lebanons-tortuous-paths-to-reform.pdf>
- ICSSI (Iraqi Civil Society Solidarity Initiative, Initiative de solidarité avec la société civile iraquienne), Pope's Schedule in Iraq Reveals Two Missions, 14 février 2021, <https://www.iraqicivilsociety.org/archives/12231>
- ICSSI, What Does It Mean to Continue Demonstrations?, 1<sup>er</sup> mars 2021, <https://www.iraqicivilsociety.org/archives/12277>
- IEA (US Energy Information Administration, Agence américaine d'information sur l'énergie), Atlas of Energy, 2020, <http://energyatlas.iea.org/#!/tellmap/-1920537974>
- FMI (Fonds monétaire international), IMF staff completes 2020 Article IV Mission with Iraq, 12 décembre 2020, <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/12/13/pr20372-imf-staff-completes-2020-article-iv-mission-with-iraq>
- International Crisis Group, Iran in Iraq: How Much Influence?, 21 mars 2015, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula/iran/iran-iraq-how-much-influence>
- Jiyad, Sajad, Müjge Küçükkeleş and Tobias Schillings, Economic Drivers of Youth Political Discontent in Iraq: The Voice of Young People in Kurdistan, Baghdad, Basra and Thi-Qar, 21 octobre 2020, <https://www.dmeformpeace.org/the-iraqi-knowledge-sharing-platform/wp-content/uploads/2020/10/Economic-Drivers-of-Youth-Political-Discontent-in-Iraq-The-Voice-of-Young-People-in-Kurdistan-Baghdad-Basra-and-Thi-Qar.pdf>
- Khadim, Abbas et Vakhshouri, Sara, Iraq's Energy Security Strategy: A Path to Diversity and Energy Independence, décembre 2020, <https://www.jstor.org/stable/pdf/resrep27636.pdf>
- Knights, Michael, Hamdi Malik, et Aymenn Jawad al-Tamimi, "The Future of Iraq's Popular Mobilization Forces," *The Washington Institute for Near East Policy*, 28 mai 2020. <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/future-iraqs-popular-mobilization-forces>
- Knights, Michael, Pierre Morcos et Charles Thépaut, "NATO in Iraq: Not a Surge", *The Washington Institute*, 5 mars 2021, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/nato-iraq-not-surge>
- Malik, Hamdi, "Understanding Iran's Vast Media Network in Arab Countries", *Washington Institute*, 2 mars 2021, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/understanding-irans-vast-media-network-arab-countries>
- Mamouri, Ali, Meet Iraq's new Cabinet, 7 mai 2020, <https://www.al-monitor.com/originals/2020/05/iraq-new-cabinet-mustafa-kadhimi-economy-security-covid19.html>
- Mansour, Wael and Bledi Celiku, "Breaking Out of Fragility A Country Economic Memorandum for Diversification and Growth in Iraq," *The World Bank*, 30 septembre 2020, <http://documents1.worldbank.org/curated/en/573051601533287890/pdf/Breaking-Out-of-Fragility-A-Country-Economic-Memorandum-for-Diversification-and-Growth-in-Iraq.pdf>
- McVann, Christine, "Reshaping U.S. Force Posture in the Middle East", *The Washington Institute*, 10 mars 2021, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/reshaping-us-force-posture-middle-east>
- Mercadier, Sylvain, Mossoul, ravagée par l'État islamique, abandonnée par Bagdad, 13 janvier 2021, <https://orientxxi.info/magazine/irak-mossoul-ravagee-par-l-etat-islamique-abandonnee-par-bagdad,4419>
- Murad Nadia "Yazidis have been forgotten during Covid. They need justice, jobs and a return home", *The Guardian*, 24 février 2021, <https://www.theguardian.com/global-development/2021/feb/24/yazidis-iraq-justice-jobs-safe-return-home-nadia-murad>

- National Public Radio, "European Mediators Aim to get U.S. and Iran to reenter the 2015 Nuclear Deal", National Public Radio-All Things Considered 2 avril 2021, <https://www.npr.org/2021/04/02/983925063/european-mediators-aim-to-get-the-u-s-and-iran-to-re-enter-the-2015-nuclear-deal>
- OTAN, "Mission OTAN en Iraq, 11 mars 2021, [https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics\\_166936.htm?selectedLocale=fr](https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_166936.htm?selectedLocale=fr)
- Parlement européen, AFET, Rebuilding the Iraqi State: Stabilisation, Governance, and Reconciliation, février 2018, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/603859/EXPO\\_STU\(2017\)603859\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/603859/EXPO_STU(2017)603859_EN.pdf)
- Pfaff, Anthony C., "Professionalizing the Iraqi Army: US Engagement After the Islamic State," *United States Army War College Press*, décembre 2020. <https://press.armywarcollege.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1914&context=monographs>
- Prier, Pierre, Irak. Le pèlerinage très politique du pape François, *Orient XXI*, 4 mars 2021, <https://orientxxi.info/magazine/irak-le-pelerinage-tres-politique-du-pape-francois,4574>
- Rey, Matthieu, Depuis 1979, L'Irak, champ clos de l'affrontement entre Washington et Téhéran, *Orient XXI*, 21 janvier 2020, <https://orientxxi.info/magazine/l-irak-champ-clos-de-l-affrontement-entre-washington-et-teheran,3551>
- Riedley, Bruce and Katherine Harvey, Why is Saudi Arabia finally engaging with Iraq?, 4 décembre 2020, <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/12/04/why-is-saudi-arabia-finally-engaging-with-iraq/>
- Middle East Monitor, Iraq: PMF, Daesh clashes escalate in Western desert, 28 janvier 2021, <https://www.middleeastmonitor.com/20210128-iraq-pmf-daesh-clashes-escalate-in-western-desert/>
- Middle East Monitor, Thousands of Iraqis protest government employment policy, 1<sup>er</sup> février 2021, <https://www.middleeastmonitor.com/20210201-thousands-of-iraqis-protest-government-employment-policy/>
- Mikail, Barah, Nation or Religion? Iraq's Hybrid Identity Politics, 16 juin 2020, [https://www.mei.edu/publications/nation-or-religion-iraqs-hybrid-identity-politics#\\_ftn11](https://www.mei.edu/publications/nation-or-religion-iraqs-hybrid-identity-politics#_ftn11)
- PNUD, Impact of Covid-19 on the Iraqi economy, octobre 2020, <https://www.arabstates.undp.org/content/rbas/en/home/library/crisis-response0/impact-of-covid-19-on-the-iraqi-economy.html>
- Reuters, "US will retaliate for Iraq missile strike when it chooses, defense secretary says", 7 mars 2021 16.04 GMT <https://www.theguardian.com/us-news/2021/mar/07/us-iraq-missile-strike-iran-defense-secretary-lloyd-austin>
- Reuters, UAE-based Crescent Petroleum has invested over \$3 billion in Iraq: CEO, 10 décembre 2019, <https://www.reuters.com/article/us-emirates-investment-crescent-iraq-idUSKBN1YE1AY>
- Saadi, Dania, Iraq forecasts 2021 crude oil price at \$50/b; proposes oil, gas reforms, 14 octobre 2020, <https://www.spglobal.com/platts/en/market-insights/latest-news/natural-gas/101420-iraq-forecasts-2021-crude-oil-price-at-50b-proposes-oil-gas-reforms>
- Schaer, Cathrin, Iraq's new protester parties plan to change the country, 22 janvier 2021, <https://www.dw.com/en/iraqs-new-protester-parties-plan-to-change-the-country/a-56312305>
- Schenker, David, "Our presence in Iraq remains a vital US national security interest," *The Washington Institute*, 11 mars 2021, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/our-presence-iraq-remains-vital-us-national-security-interest>
- Sherwood, Harriett, "Pope Francis and Grand Ayatollah Sistani call for unity at Iraq meeting", *The Guardian*, 6 mars 2021, <https://www.theguardian.com/world/2021/mar/06/pope-francis-and-grand-ayatollah-sistani-call-for-unity-at-iraq-meeting>
- Shuker, Zeinab F., Poverty, Conflict and Political-Economic Crisis in a Fragile Iraq, 21 janvier 2021, <https://epc.ae/topic/poverty-conflict-and-politicaeconomic-crisis-in-a-fragile-iraq>
- Smythe Phillip, "Why Biden's Airstrikes on Iran Militias Matter" *The Washington Institute*, 26 février 2021, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/why-bidens-airstrikes-iran-militias-matter>

- University of Minnesota, Holocaust and Genocide Studies, , “Mass Violence and Genocide by the Islamic State/Daesh in Iraq and Syria”, <https://cla.umn.edu/chgs/holocaust-genocide-education/resource-guides/mass-violence-and-genocide-islamic-statedaesh-iraq-and-syria>
- Vohra, Anchal, For Lebanese and Iraqis, small victories in a long struggle, 20 février 2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/2/20/for-lebanese-and-iraqis-small-victories-in-a-long-struggle>
- Zelin, Aaron Y., “Jihadi Movements 2021: ISIS, al-Qaeda, and Hayat Tahrir al-Sham”, The Washington institute, 17 mars 2021, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/jihadi-movements-2021-isis-al-qaeda-and-hayat-tahrir-al-sham> TWI English
-